



ETUDE

RAPPORT FINAL

Analyse des Modèles Socioéconomiques
des Associations de Solidarité
Internationale & d'ECSI
en région Grand Est

SOMMAIRE

Introduction	04
Contexte.....	04
Méthodologie.....	05
 I - État des lieux régional des dynamiques associatives de solidarité internationale & d'ECSI	 07
1. Une solidarité internationale portée par des initiatives associatives de proximité.....	08
2. Des engagements diversifiés au service de la solidarité internationale.....	12
 II. Des modèles économiques sous pression, entre fragilité financière et adaptation permanente	 30
1. Des dynamiques budgétaires plutôt stables mais empreintes d'une forte incertitude.....	30
2. Des sources de financement diversifiées mais inégalement accessibles.....	35
 III. Ressources humaines et compétences : un fonctionnement associatif sous tension	 50
1. L'engagement bénévole au coeur du modèle associatif.....	50
2. Entre injonctions à la professionnalisation et limites de ressources humaines.....	55
 IV. Partenariats, mise en réseau et accompagnement, des ressources stratégiques dans un environnement incertain	 62
1. Des partenariats locaux au service des projets associatifs.....	62
2. Les partenariats internationaux à l'épreuve des crises.....	67
3. Le rôle de GESCOD dans l'écosystème régional de la solidarité internationale et de l'ECSI.....	69
 Conclusion	 75
Annexes	76

SIGLES ET ACRONYMES

AAP - Appel à projet

AERM - Agence de l'eau Rhin-Meuse

AFD - Agence française de développement

AMSASI-ECSI - Analyse des modèles socio-économiques des associations de solidarité internationale et d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale

AMP - Agence des Micro-Projets

APD - Aide publique au développement

ASI-ECSI - Associations de solidarité internationale et d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale

CIRRMA - Conférence Inter-Régionale des Réseaux Régionaux Multi-Acteurs

ECSI - Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale

MEAE - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

ODD - Objectifs de développement durable

OSIM - Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations

PS-EAU - Programme Solidarité Eau

RRMA - Réseau Régional Multi-Acteurs

SI - Solidarité Internationale

VSC / VSCI - Volontaire en service civique / volontaire en service civique à l'international

VSI / VSR - Volontaire de solidarité internationale / volontaire de réciprocité

INTRODUCTION

Contexte

Les associations de solidarité internationale (ASI) et d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) évoluent aujourd'hui dans un contexte de profonds bouleversements économiques, géopolitiques et socio-politiques qui affectent directement leurs modes de fonctionnement. Du dérèglement climatique à la multiplication des zones de conflits (Sahel, Proche-Orient, Ukraine...), de nouveaux facteurs de crise viennent redéfinir et fragiliser leurs cadres d'intervention déjà mis à l'épreuve par la remise en cause du multilatéralisme et par une instabilité politique croissante. Ces dynamiques s'inscrivent dans un environnement financier de plus en plus contraint, marqué par un recul des financements publics et par un renforcement des exigences de redevabilité et de gestion imposées par les bailleurs.

Dans le même temps, l'aide publique au développement fait l'objet d'importantes coupes budgétaires auxquelles s'ajoutent de profondes transformations sociétales comme le renouvellement générationnel, l'accélération de la transition numérique ou encore

l'accroissement des inégalités sociales et de la précarité. Ces évolutions interrogent à la fois les modalités d'engagement bénévole et la mobilisation des ressources humaines, mais aussi les relations de réciprocité entre partenaires au Nord et au Sud.

Dans ce contexte, alors même que la légitimité et la nécessité de l'action des associations d'ECSI et de SI sont réaffirmées, leurs marges de manœuvre se réduisent et se complexifient. Confrontées à des injonctions parfois contradictoires, les ASI-ECSI sont ainsi amenées à interroger en profondeur leurs modèles socio-économiques, entendus comme l'ensemble des moyens - richesses humaines, leviers économiques, partenariats - mobilisés pour mettre en œuvre leur projet associatif, en France et à l'international.

Les associations représentent une part significative du réseau de GESCOD, Réseau Régional Multi-Acteurs (RRMA) de la région Grand Est, dont l'une des missions principales est le renforcement des capacités des acteurs de la SI et de l'ECSI sur le territoire. A ce titre, GESCOD anime un Observatoire : dispositif de veille, d'analyse et de

valorisation des dynamiques territoriales de la coopération et de la solidarité internationale. Cet Observatoire assure la production et la capitalisation de connaissances sur les évolutions du secteur, et partage ses analyses avec les partenaires du RRMA aux niveaux local (collectivités, associations) et national (AFD, MEAE...) ainsi qu'au sein de la CIRMA.

C'est dans ce cadre, et dans la lignée des travaux réalisés par les autres RRMA, que GESCOD a réalisé l'étude AMSASI-ECSI. Conduite en interne de janvier à juin 2026, celle-ci avait pour

objectif principal de renforcer l'identification et la connaissance des associations régionales de SI/ECSI et d'affiner la compréhension de leurs dynamiques, besoins, et attentes, dans une logique d'adaptation et de consolidation de l'accompagnement proposé. L'étude s'inscrit dans le cadre des programmes RECITAL-III et Plateforme Territorialisée des Microprojets et a bénéficié du soutien du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, de l'AFD, de la CIRMA, de La Guilde et de la Région Grand Est.

Méthodologie

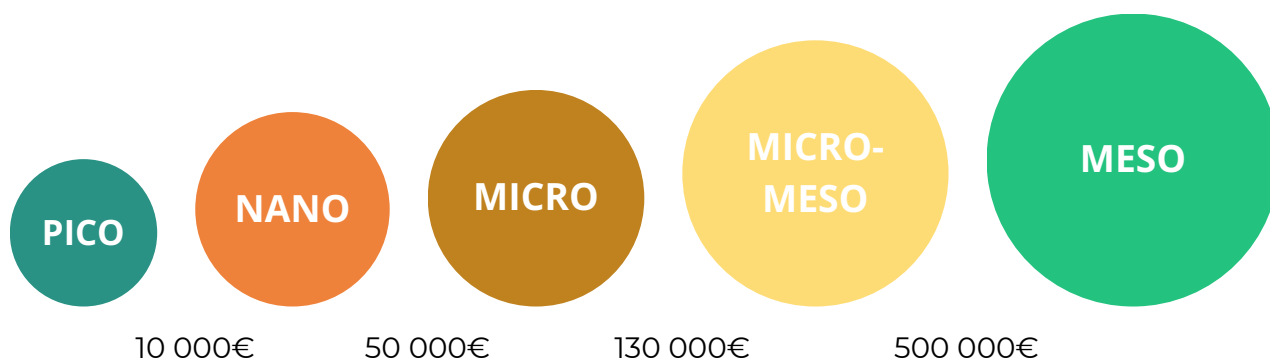
L'étude s'est appuyée sur une enquête de terrain en deux phases :

- Une première phase quantitative avec la diffusion d'un questionnaire en ligne entre mars et avril 2026. Sur les 745 associations contactées par mail, 80 réponses valides ont été récoltées, soit un taux de réponse de 10,7% ;
- Une seconde phase qualitative avec la réalisation de 9 entretiens semi-directifs auprès d'un échantillon représentatif des structures ciblées.

Les supports d'enquête ont été conçus à partir des éléments méthodologiques transmis par les autres RRMA et notamment So Coopération¹, afin que les données récoltées puissent être comparées à un niveau interrégional. Une typologie budgétaire commune aux études AMSASI, catégorisant les structures en fonction de leur budget annuel moyen, a servi de guide dans l'analyse des données.

¹ So Coopération (2021) Analyse des Modèles Socio Économiques des Associations de Solidarité Internationale en Nouvelle-Aquitaine. Disponible sur : <https://www.socooperation.org/actualite/etude-sur-les-modeles-socio-economiques-des-associations-de-solidarite-internationale-en-nouvelle-aquitaine-2021/> [en ligne].

TYPOLOGIE DES ÉTUDES AMSASI - RÉGION GRAND EST



Typologie budgétaire	Budget annuel moyen	Statut	Nombre moyen de bénévoles	Nombre moyen de salariés	Nombre de structures de l'échantillon ²
PICO	Moins de 10 000€	Associations non employeuses	16,5	0	30
NANO	Entre 10 000 et 50 000€		24,58	0	24
MICRO	Entre 50 000 et 130 000€	Associations employeuses	31,25	0,25	12
MICRO-MESO	Entre 130 000 et 500 000€		34	3,2	5
MESO	Plus de 500 000€		45	8,83	6

Le périmètre de l'étude concernait les associations régies par la loi 1901 ou la loi 1908 (en Alsace et Moselle), dont le siège ou une antenne est implanté en région Grand Est, et qui mettent en œuvre des actions de solidarité internationale (SI) et/ou d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI), de manière structurelle ou ponctuelle, dans le cadre de leur projet associatif.

L'analyse s'articule autour des quatre axes principaux suivants :

- caractéristiques de l'association ;
- modèle économique ;
- ressources humaines ;
- dynamiques de partenariats et de mise en réseau.

² Trois structures n'ont pas renseigné leur budget annuel moyen et ne sont donc pas incluses dans les analyses basées sur la typologie budgétaire.

I - État des lieux régional des dynamiques associatives de solidarité internationale & d'ECSI

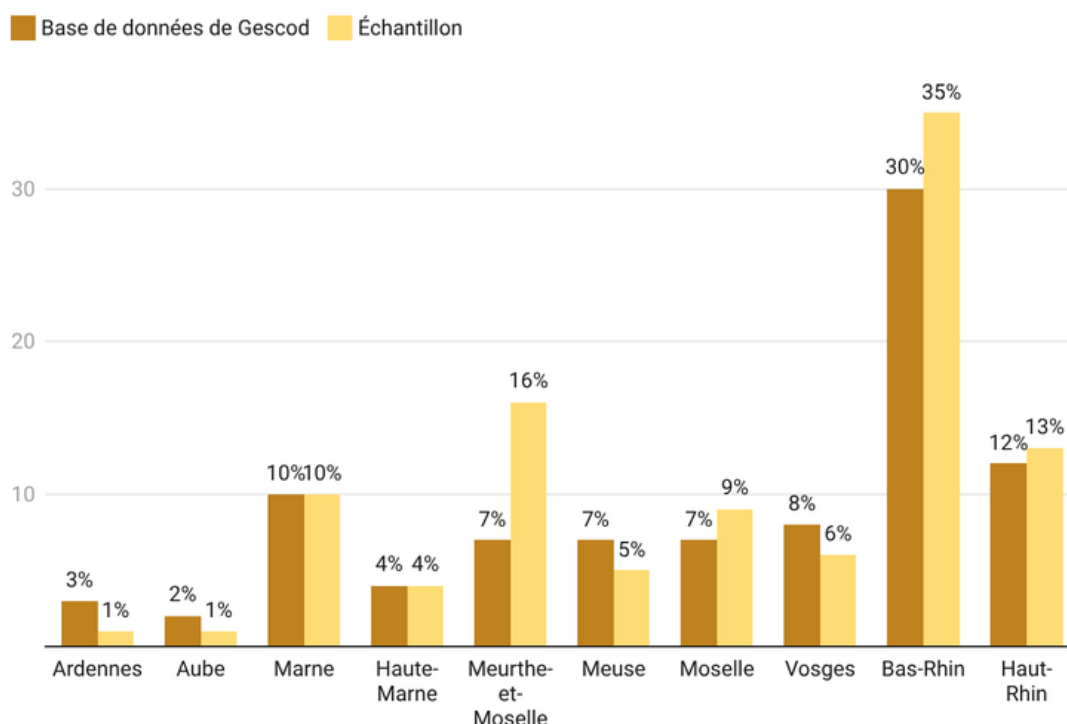
Le répertoire en ligne de GESCOD compte 799 associations de solidarité internationale et d'ECSI, dont 745 ont pu être contactées par mail et 80 ont répondu au questionnaire. Ce faible taux de réponse est révélateur de certaines fragilités du tissu associatif régional, comme le fonctionnement principalement bénévole ou encore le manque de temps disponible pour répondre. Le choix d'une diffusion exclusivement par mail a également pu renforcer certains biais liés à la fracture numérique ou à l'actualisation des coordonnées de contact, en particulier parmi les plus petites structures.

Si ce taux de réponse est donc à garder à l'esprit dans l'interprétation des résultats, la représentativité géographique de l'échantillon a tout de même permis de réaliser des analyses croisées avec les données du répertoire en ligne pour dépeindre un panorama général de la solidarité internationale dans le Grand Est.

I. 1 - Une solidarité internationale portée par des initiatives associatives de proximité

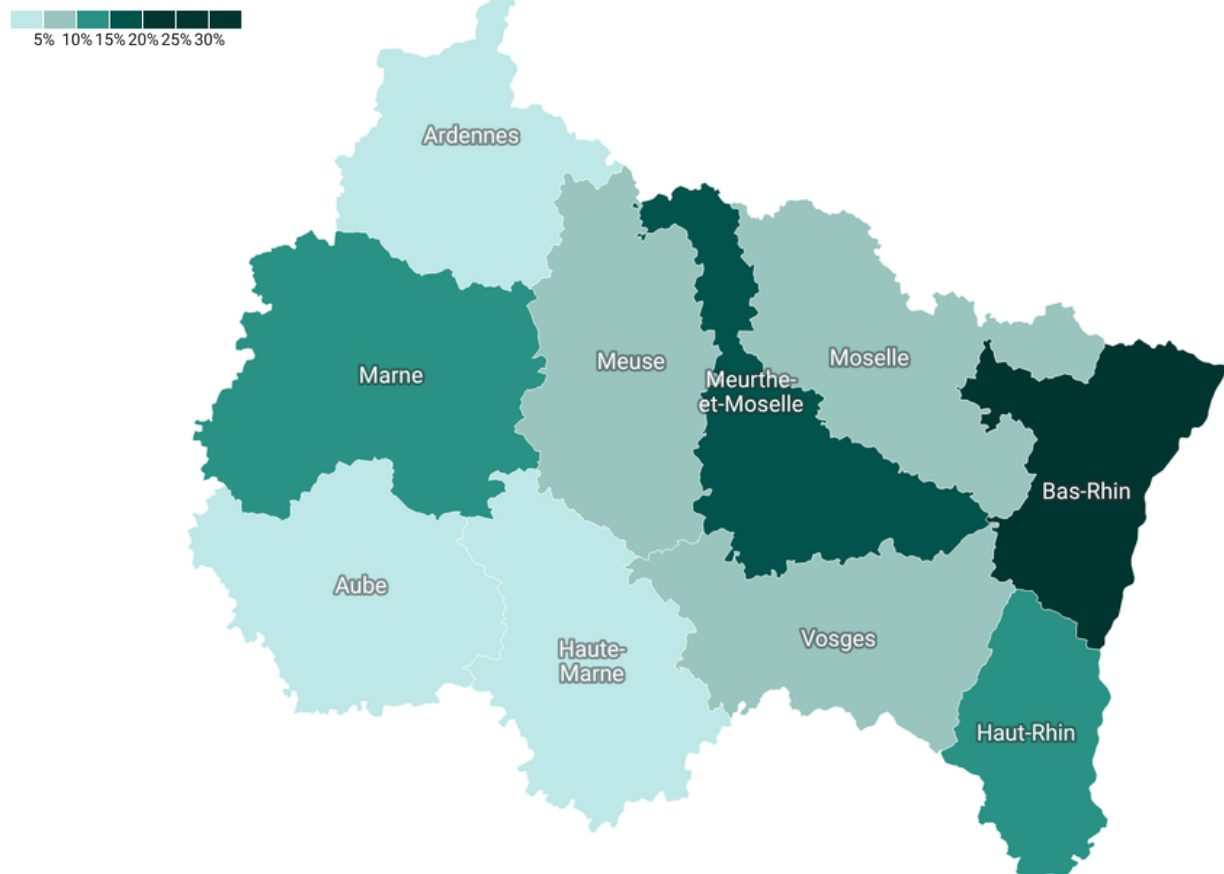
RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ASI-ECSI DU GRAND EST

Lecture : Le département des Ardennes compte 3% des ASI-ECSI de la base de données de Gescod et 1% des répondants à l'étude.



DES ASSOCIATIONS FORTEMENT CONCENTRÉES DANS LES ZONES URBAINES

Répartition régionale des associations de SI-ECSI de la base de données de Gescod

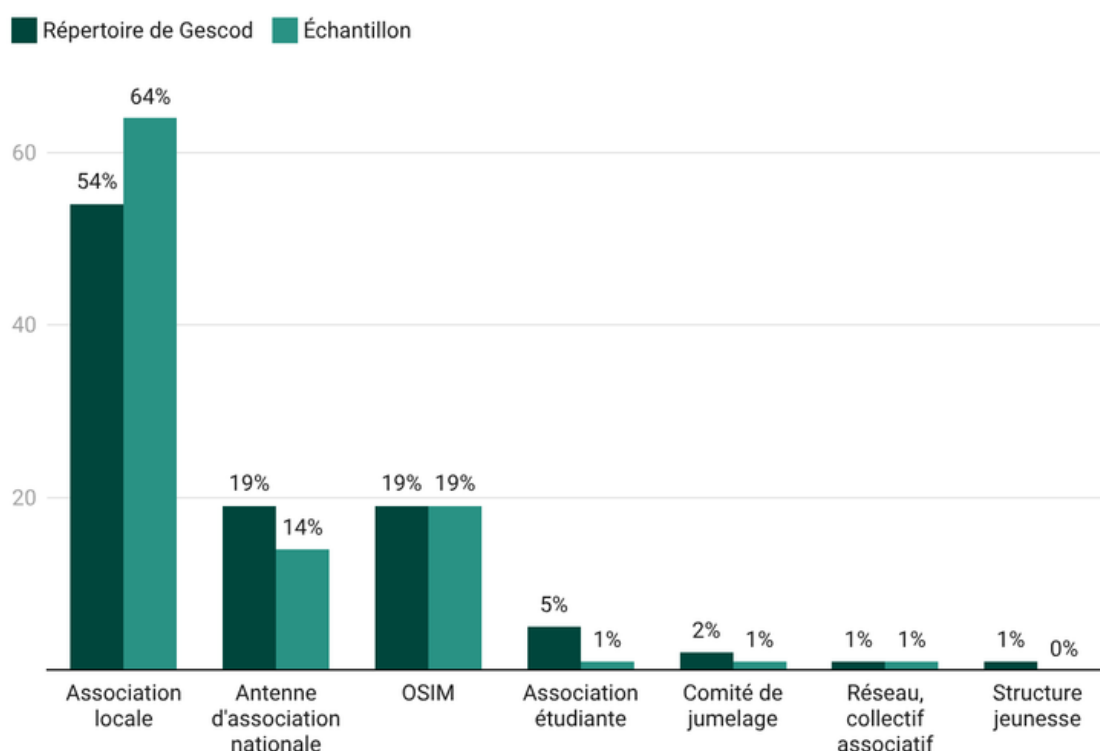


La répartition géographique des associations répondantes à l'étude correspond en grande partie aux données du répertoire en ligne de GESCOD, ainsi qu'aux dynamiques démographiques régionales. Une majorité de structures est ainsi issue des départements les plus densément peuplés de la région (Bas-Rhin, Meurthe-et-Moselle, Haut-Rhin) dont le dynamisme associatif peut aussi s'expliquer par des facteurs historiques et par des spécificités liées à leur identité locale.

La présence d'importants pôles urbains (Strasbourg dans le Bas-Rhin, Nancy en Meurthe-et-Moselle, mais aussi Metz en Moselle ou encore Reims dans la Marne) favorise également une plus grande concentration d'associations. La surreprésentation du Bas-Rhin et de la Meurthe-et-Moselle dans l'échantillon de l'étude s'explique aussi par la présence des antennes de GESCOD dans ces départements qui ont pu relayer le questionnaire plus facilement aux associations de ces territoires.

UN TISSU ASSOCIATIF MAJORITAIREMENT LOCAL ET FONDÉ SUR DES LOGIQUES DE PROXIMITÉ

NATURE DES ASSOCIATIONS DU RÉPERTOIRE ET DE L'ÉCHANTILLON



Le répertoire en ligne de GESCOD distingue sept catégories d'associations : associations locales, antennes d'associations nationales, organisations de solidarité issues des migrations (OSIM), comités de jumelage, associations étudiantes, structures jeunesse, et enfin réseaux ou collectifs associatifs. Près de 64% des structures répondantes sont des associations locales, c'est-à-dire non affiliées au niveau national. Elles sont suivies par les OSIM puis par les antennes d'associations nationales. Les autres catégories d'associations sont très faiblement représentées dans

l'échantillon, à l'image toutefois de leur poids dans le répertoire de GESCOD. La prédominance des associations locales met en évidence un secteur principalement structuré autour d'initiatives citoyennes et d'engagements de proximité, davantage que par des organisations fortement professionnalisées. Cette configuration témoigne aussi d'un paysage associatif quelque peu fragmenté, composé d'un grand nombre de petites structures fonctionnant principalement sur une base bénévole.

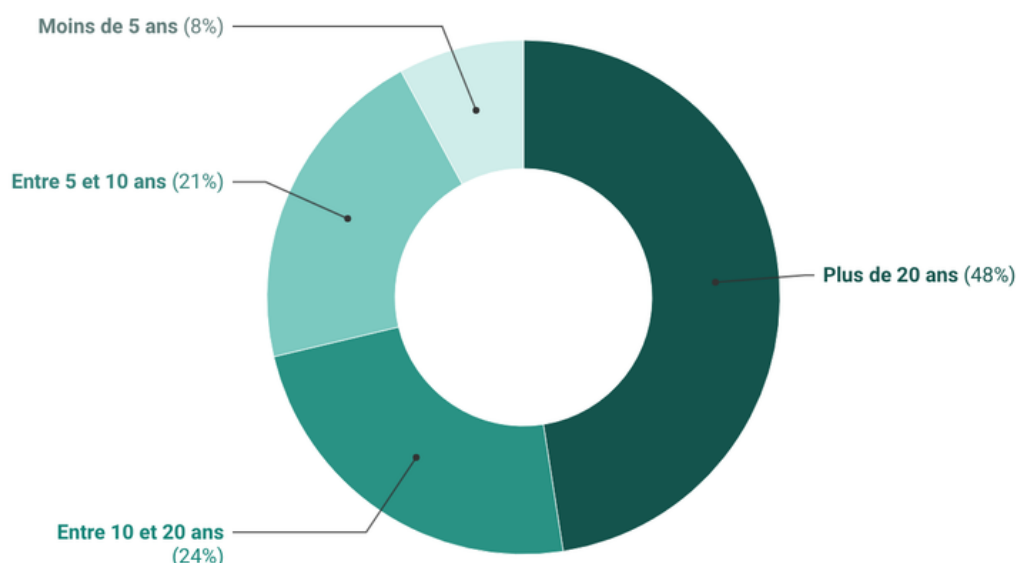
Les associations étudiantes sont légèrement sous-représentées dans l'échantillon, ce qui témoigne de la difficulté de GESCOD à toucher ce type de structure : leur fonctionnement plus ponctuel, dépendant des calendriers universitaires, et le renouvellement fréquent de leurs membres empêchent généralement une continuité stable de leurs projets et de leurs coordonnées de contact.

UN SECTEUR COMPOSÉ D'ASSOCIATIONS PLUTÔT ANCIENNES ET STABILISÉES

72% des associations répondantes ont plus de 10 ans et seulement 8% ont moins de 5 ans. Le secteur régional repose donc principalement sur des associations durablement installées, ayant progressivement consolidé leurs fonctionnements, ressources, réseaux de partenaires et visibilité. Cette ancienneté peut aussi interroger les

difficultés de renouvellement du tissu associatif, bien que cela doive être interprété avec prudence, les associations les plus anciennes étant aussi souvent les mieux identifiées par GESCOD et davantage intégrées aux réseaux associatifs régionaux, ce qui a pu favoriser leur participation à l'enquête.

ANCIENNETÉ DES ASSOCIATIONS RÉPONDANTES



I.2 - Des engagements diversifiés au service de la solidarité internationale

TYPES D' ACTIONS PORTÉES PAR LES ASSOCIATIONS RÉPONDANTES

Actions de solidarité internationale, de coopération et développement à l'international

81%

Actions d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale

46%

Actions d'Éducation au Développement durable, aux migrations ou aux médias

15%

Actions culturelles

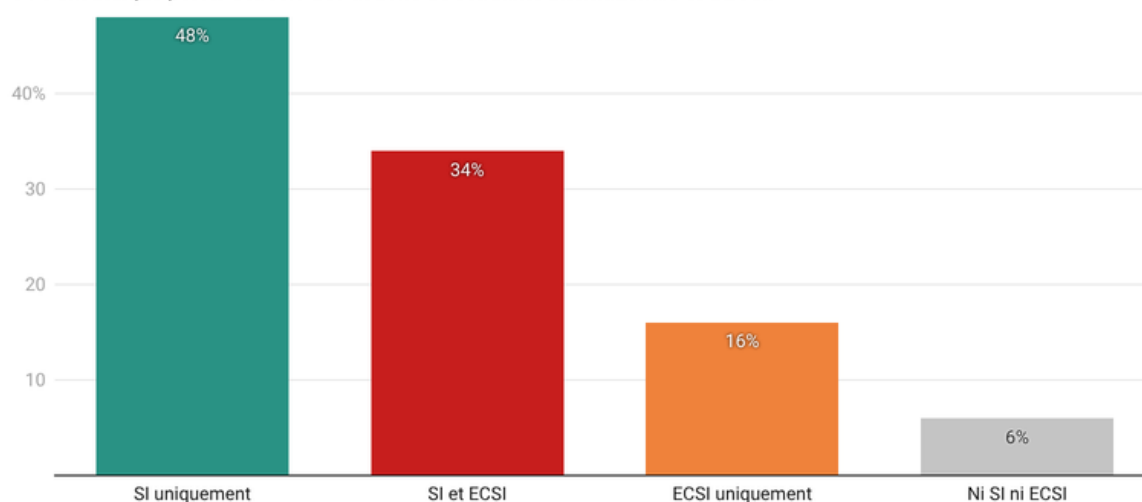
15%

Actions de mobilité internationale (chantiers de jeunes, volontariats, service civique...)

14%

PLACE RELATIVE DES ACTIONS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (SI) ET D'ECSI DANS LES ACTIVITÉS DES ASSOCIATIONS

Lecture : 48% des associations répondantes ont indiqué porter principalement des actions de solidarité internationale ; 34% ont indiqué porter à la fois des actions de solidarité internationale et d'ECSI.



Note : Seules les actions de solidarité internationale (SI) et d'ECSI sont prises en compte dans cette répartition. Les associations menant des actions culturelles, de mobilité ou d'éducation au développement durable sont classées dans les catégories SI et/ou ECSI si elles en déclarent également. La catégorie « Ni SI ni ECSI » correspond aux associations n'ayant déclaré aucune action de SI ou d'ECSI, mais uniquement des actions culturelles, de mobilité ou d'éducation au développement durable.

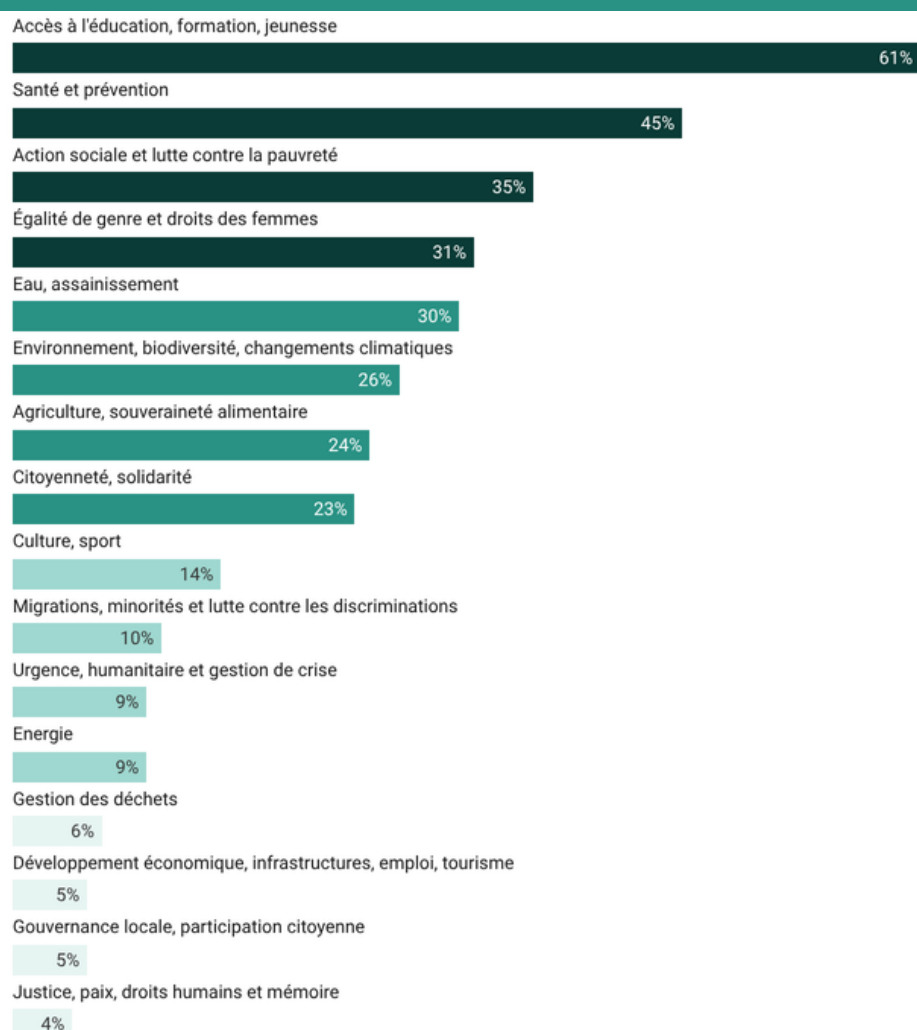
DES DOMAINES D'INTERVENTION CENTRÉS SUR LES BESOINS ESSENTIELS ET L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Si environ la moitié des associations répondantes réalisent des actions de solidarité internationale, de coopération et de développement à l'international, plus d'un tiers portent des actions "d'éducation à" (la citoyenneté et à la solidarité internationale, au développement durable, aux médias...). Les actions culturelles ou de mobilité internationale sont elles plus marginales dans les projets des associations répondantes.

Le domaine d'intervention le plus investi par les associations est l'accès à l'éducation (ODD 4), que ce soit dans leur action en France ou à l'international. De façon générale, les associations agissent pour l'accès aux biens et services essentiels : la santé (ODD 3), l'action sociale et la lutte contre la pauvreté (ODD 1), l'égalité de genre (ODD 5) ou encore l'eau et assainissement (ODD 6) sont les autres domaines les plus cités.

DOMAINES D'INTERVENTION DES ASSOCIATIONS RÉPONDANTES

(Les associations pouvaient sélectionner plusieurs domaines d'intervention)



Ces thématiques rejoignent par ailleurs les grandes orientations historiquement soutenues par les politiques françaises d'aide au développement, ce qui peut également contribuer à renforcer leur légitimité et leur accès au financement pour les associations.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD) LES PLUS INVESTIS PAR LES ASSOICATIONS DU RÉPERTOIRE EN LIGNE

Lecture : 28% des associations recensées dans le répertoire en ligne de Gescod portent des actions autour de l'ODD 4 (Éducation de qualité).

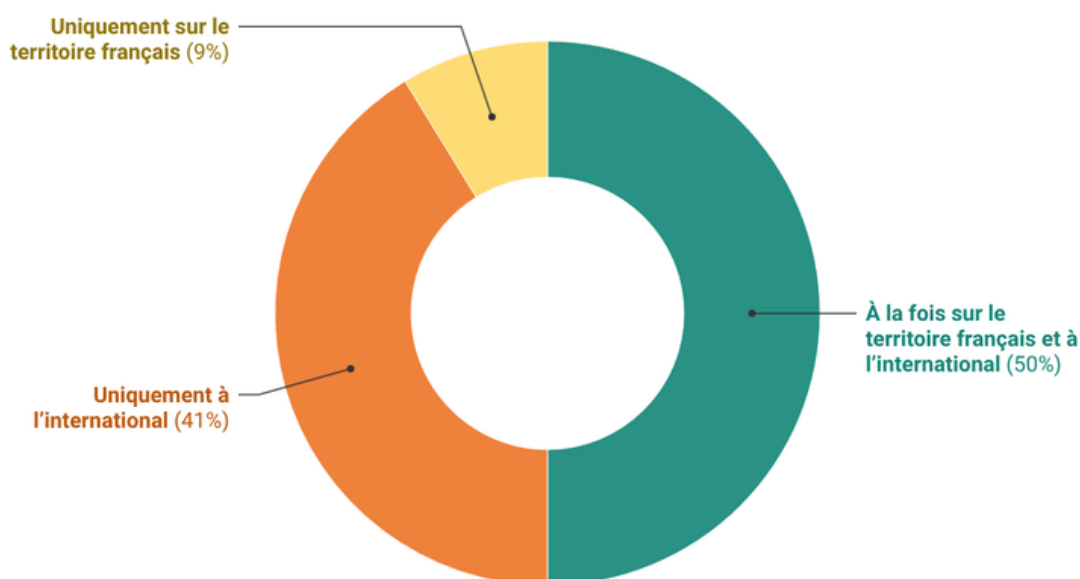


ZONES GÉOGRAPHIQUES D'INTERVENTION

Quasiment toutes les associations répondantes ont une activité à l'international (91%). Parmi elles, 81% ne sont actives que dans un pays et seules 7% dans plus de trois pays (sans

compter la France comme pays d'intervention). Une grande partie est active à la fois au niveau local et international.

LOCALISATION DES ACTIONS DES ASSOCIATIONS RÉPONDANTES



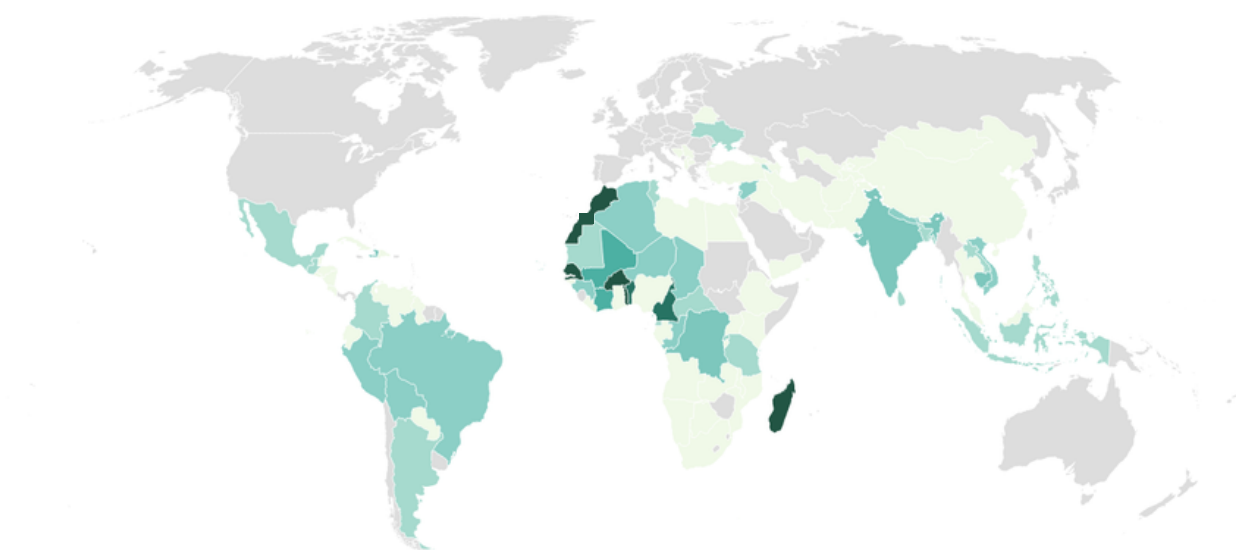
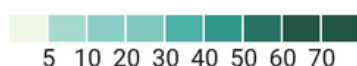
La base de données de GESCOD révèle que les ASI-ECSI du Grand Est sont présentes sur tous les continents et que c'est en Afrique de l'Ouest et Centrale qu'elles sont les plus nombreuses, particulièrement au Burkina Faso, à Madagascar, et au Togo³. Il faut cependant souligner que toutes ne sont pas forcément actives,

notamment pour les structures intervenant au Burkina Faso et dont une grande partie a soit réorienté, soit mis en pause les projets dans ce pays. Les principaux pays d'intervention mentionnés par les associations répondantes correspondent en grande partie aux informations de la base de données.

³ Seuls les pays éligibles à l'aide publique au développement (APD) sont inclus dans l'analyse.

PAYS D'INTERVENTION

NOMBRE D'ASSOCIATIONS DU RÉPERTOIRE INTERVENANT DANS UN PAYS ÉLIGIBLE À L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT



LES DIX PRINCIPAUX PAYS D'INTERVENTION DES ASSOCIATIONS DE SI-ECSI DU GRAND EST

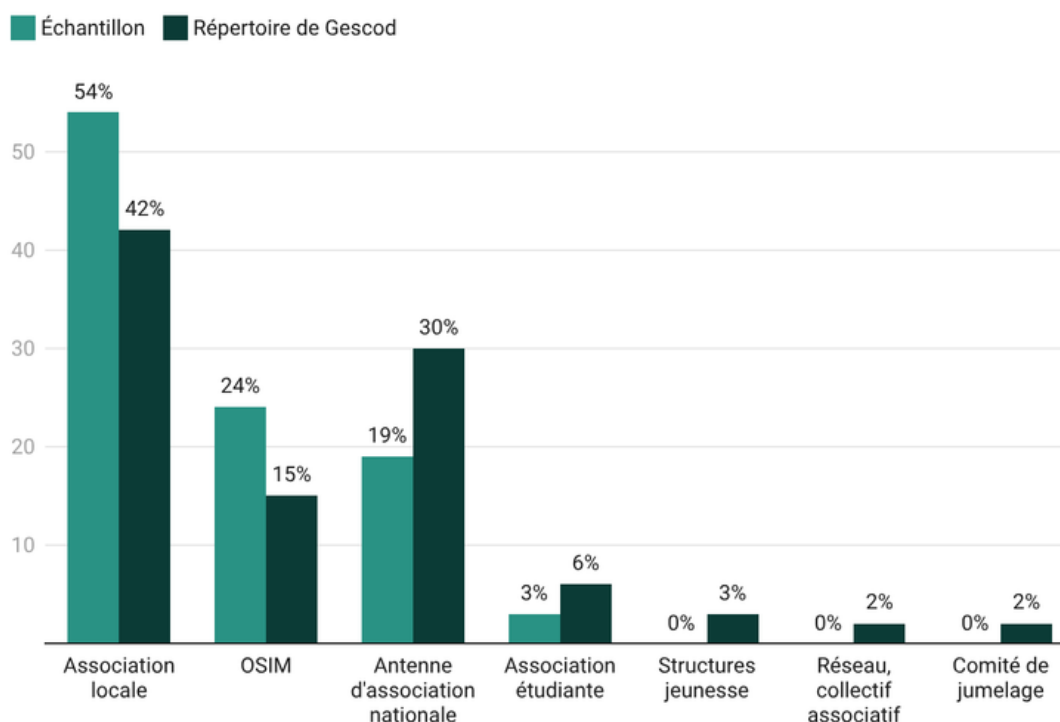
Lecture : 103 associations de la base de données de Gescod interviennent au Burkina Faso.

Base de données de Gescod	Échantillon
Burkina Faso (103)	Burkina Faso (13)
Madagascar (88)	Madagascar (12)
Togo (80)	Cameroun (9)
Sénégal (78)	Maroc (8)
Maroc (73)	Togo (8)
Cameroun (56)	Sénégal (7)
Bénin (53)	Côte d'Ivoire (7)
Mali (38)	Bénin (6)
Côte d'Ivoire (34)	Inde (5)
Haïti (22)	Népal (4)

Note : Toutes les associations répertoriées dans la base de données de Gescod ne sont pas forcément actives.

FOCUS : L'ECSI, UN DOMAINE VALORISÉ DANS LES PRATIQUES ASSOCIATIVES MAIS SOUVENT CONTRAINT PAR LES PRIORITÉS OPÉRATIONNELLES

PROFIL DES ASSOCIATIONS PORTANT DES ACTIONS D'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



Les actions d'ECSI occupent une place importante mais inégale au sein des associations du Grand Est. Elles sont principalement portées par des associations locales et de petite taille budgétaire, notamment les structures NANO et MICRO. Les entretiens montrent que, dans les petites associations, l'ECSI repose souvent sur un engagement très incarné, fondé sur l'expérience personnelle et la réciprocité. Une association PICO explique ainsi :

Paroles d'associations



On a été accueillis dans ce village-là [...] je me suis dit que j'avais quelque chose à donner à ce village en retour.

tandis qu'une autre insiste sur la dimension humaine et inclusive des actions de sensibilisation :

L'inclusion c'est quelque chose de précieux [...] on va vraiment dans le fond de la sensibilisation et de l'information.



Toutefois, l'ECSI apparaît fréquemment comme secondaire face aux impératifs opérationnels des projets internationaux. Plusieurs structures évoquent le manque de temps, de moyens ou de compétences pour développer des actions plus structurées. Une association NANO résume cette tension :

Paroles d'associations

On est pas mal pris [...] par l'urgence de ce qu'il y a besoin de faire, la recherche de financements, etc. Donc on n'a pas pris le temps de penser à cela.

Dans les structures MICRO, certaines actions de sensibilisation sont jugées trop lourdes à organiser au regard des priorités de terrain : « *La priorité c'est l'aide à l'international* ».

Plusieurs MICRO-MESO développent des formes d'ECSI plus stabilisées, notamment à travers les interventions scolaires et l'implication des jeunes. L'ECSI y est pensée comme un prolongement des projets internationaux, permettant de transmettre, mobiliser et créer du lien localement.

Une association explique ainsi que les actions menées avec les établissements scolaires permettent aux jeunes de « *mettre aussi un peu leurs mains à la pâte* », rendant les enjeux de solidarité plus concrets. Même lorsque certaines actions ne sont plus rentables financièrement, elles sont maintenues « *pour tout ce qui est sensibilisation parce qu'on pense que c'est vraiment important de sensibiliser les jeunes maintenant* ».



FOCUS SUR LA CHAMPAGNE- ARDENNE



TISSU ASSOCIATIF

La Champagne-Ardenne présente un tissu associatif contrasté, marqué par d'importantes disparités entre territoire ruraux et pôles urbains. Si la Marne et l'Aube bénéficient d'une tradition coopérative ancienne liée au vignoble champenois, d'autres territoires, comme la Haute-Marne, disposent d'un tissu associatif et d'économie sociale et solidaire moins dense, en raison notamment de leur faible densité de population, de leur caractère rural et d'un accompagnement historiquement moins structuré⁴. Les associations interrogées sont principalement de très petite taille (majoritairement PICO).



PAYS D'INTERVENTION

Située au carrefour des échanges entre l'Île-de-France, le Benelux et l'Est de la France, l'ex-région est une terre de passage et d'accueil qui a connu, au fil des XIX^e et XX^e siècles, différentes vagues migratoires, notamment liées aux besoins de main-d'œuvre agricole, industrielle et aux périodes de reconstruction⁵. Les principaux pays partenaires sont le Burkina Faso, Madagascar, le Togo, le Bénin et le Sénégal.

⁴ Laurent, M. (2019) Les facteurs territoriaux de l'implantation de l'économie sociale et solidaire. Étude de cas sur trois départements en Région Grand Est, Mémoire universitaire, ESCD3A - École Supérieure de Commerce et de Développement, p. 73.

LES DIX ODD LES PLUS INVESTIS PAR LES ASSOCIATIONS EN CHAMPAGNE-ARDENNE

Objectifs de développement durable	Nombre d'associations de la base de données
1 - Éducation de qualité (ODD 4)	98
2 - Bonne santé et bien-être (ODD 3)	42
3 - Lutte contre la faim (ODD 2)	39
4 - Réduction des inégalités (ODD 10)	26
5 - Travail décent et croissance économique (ODD 8)	24
6 - Partenaires pour la réalisation des objectifs (17)	22
7 - Eau propre et assainissement (ODD 6)	22
8 - Égalité entre les sexes (ODD 5)	21
9 - Paix Justice et institutions efficaces (ODD 16)	15
10 - Éradication de la pauvreté (ODD 1)	12



ENJEUX

Les principales difficultés concernent les ressources humaines, le financement et le manque de visibilité. Les associations soulignent notamment une méconnaissance des dispositifs de financement, ainsi que les limites liées à leur petite taille.

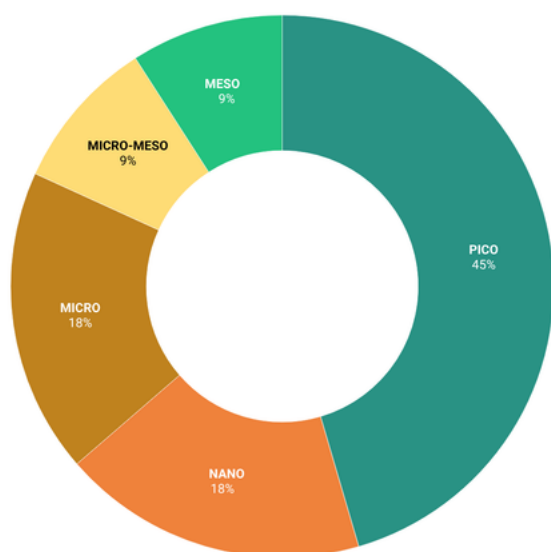
Malgré ces difficultés, les perspectives apparaissent relativement favorables : près de la moitié des associations estiment que leur modèle économique est aujourd'hui plus solide qu'il y a cinq ans. Les structures haut-marnaises apparaissent toutefois plus fragiles que le reste du territoire.

⁵ Gras, J. (2009). Chapitre 8 - Champagne-Ardenne. Dans J. Boyer, L. Carroué, J. Gras, A. Le Fur et S. Montagné-Villette La France : Les 26 régions (p. 99-110). Armand Colin, p. 108.

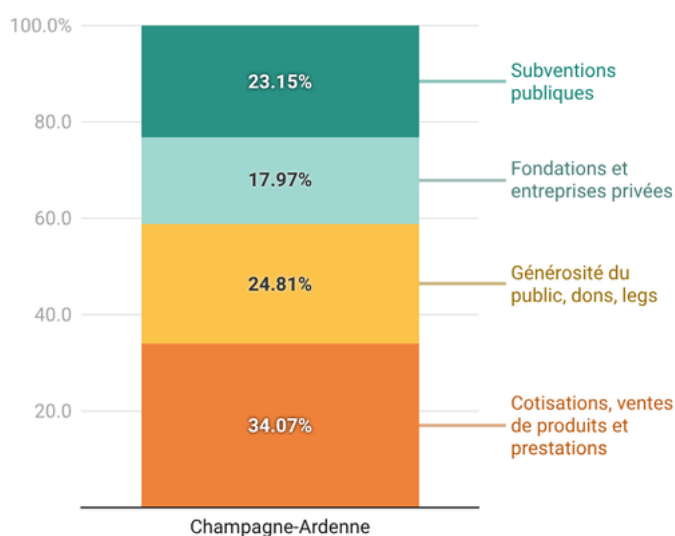
CARACTÉRISTIQUES ASI-ECSI CHAMPARDENNAISES

DES

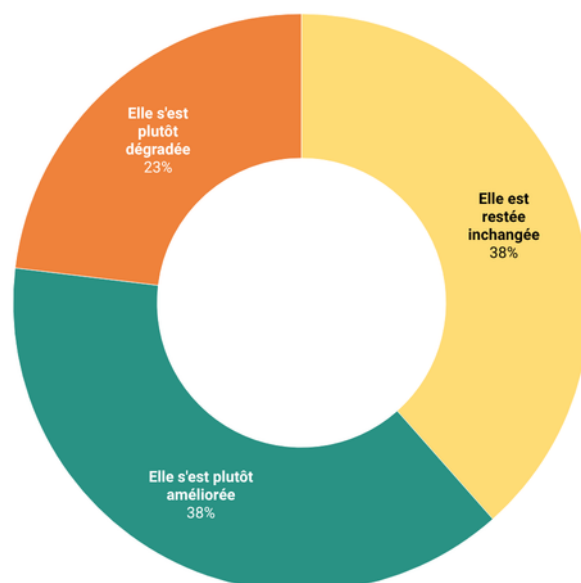
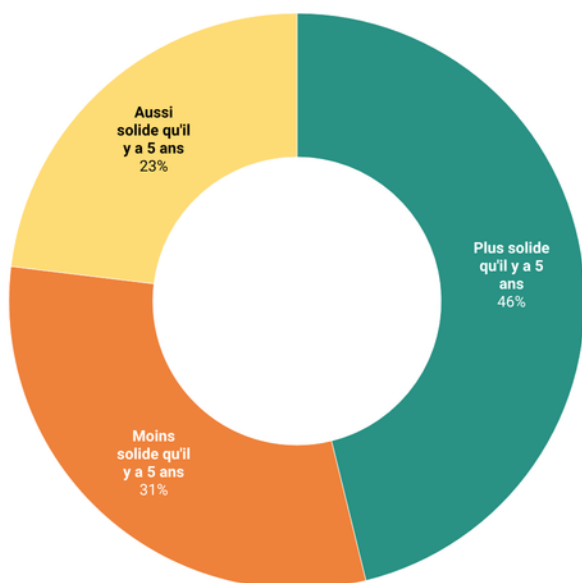
TYPOLOGIE BUDGÉTAIRE



SOURCES DE FINANCEMENT



SOLIDITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE ET ÉVOLUTION DE LA SITUATION GLOBALE



FOCUS SUR LA LORRAINE



© commons.com



TISSU ASSOCIATIF

La Lorraine dispose d'un tissu associatif particulièrement dense, porté par une longue tradition d'engagement collectif. Son histoire industrielle, le mouvement ouvrier, l'influence des réseaux confessionnels ainsi que la présence de nombreuses têtes de réseau ont contribué à dynamiser durablement la vie associative régionale⁶. La Meurthe-et-Moselle constitue notamment un pôle important de structuration des acteurs associatifs.



PAYS D'INTERVENTION

Les pays d'intervention des associations lorraines sont principalement situés en Afrique de l'Ouest (Sénégal, Burkina Faso, Mali, Togo, Bénin) et au Maghreb (Maroc). Cette géographie des partenariats fait écho à l'histoire industrielle et migratoire de la Lorraine⁷. Le développement des bassins miniers, sidérurgiques et textiles a entraîné, dès l'entre-deux-guerres puis durant les Trente Glorieuses, le recrutement de nombreux travailleurs originaires d'Algérie et du Maroc. Les liens historiques entre la Lorraine et l'Afrique du Nord remontent même au XIX^e siècle.

⁶ Laurent, M. (2019) Les facteurs territoriaux de l'implantation de l'économie sociale et solidaire. Étude de cas sur trois départements en Région Grand Est, Mémoire universitaire, ESCD3A - École Supérieure de Commerce et de Développement, p. 65.

⁷ Boubeker A., Galloro P. (2008) 'Histoire des immigrations en Lorraine', Hommes et Migrations, n°1273, Mai-juin 2008. Histoires des immigrations. Panorama régional, p. 75.

LES DIX ODD LES PLUS INVESTIS PAR LES ASSOCIATIONS EN LORRAINE

Objectifs de développement durable	Nombre d'associations de la base de données
1 - Éducation de qualité (ODD 4)	230
2 - Bonne santé et bien-être (ODD 3)	100
3 - Partenaires pour la réalisation des objectifs (ODD 17)	81
4 - Réduction des inégalités (ODD 10)	74
5 - Eau propre et assainissement (ODD 6)	73
6 - Travail décent et croissance économique (ODD 8)	52
7 - Lutte contre la faim (ODD 2)	51
8 - Éradication de la pauvreté (ODD 1)	49
9 - Paix Justice et institutions efficaces (ODD 16)	36
10 - Égalité entre les sexes (ODD 5)	32



ENJEUX

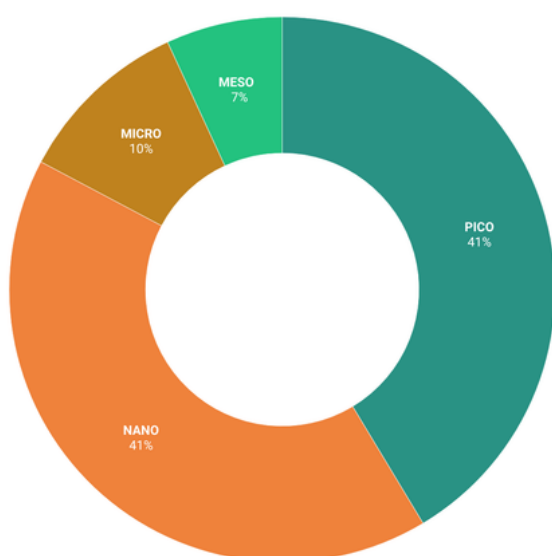
Les enjeux portent principalement sur les ressources humaines, le financement et la visibilité. Les difficultés de financement sont davantage liées à la complexité des démarches administratives, au manque de temps ou de compétences pour répondre aux appels à projets et à une connaissance encore insuffisante des dispositifs existants.

Parmi les trois ex-régions, la Lorraine apparaît comme celle où les associations expriment les perspectives économiques les plus fragiles : plus de quatre associations sur dix estiment que leur modèle économique est moins solide qu'il y a cinq ans, avec des difficultés particulièrement marquées dans la Meuse et les Vosges.

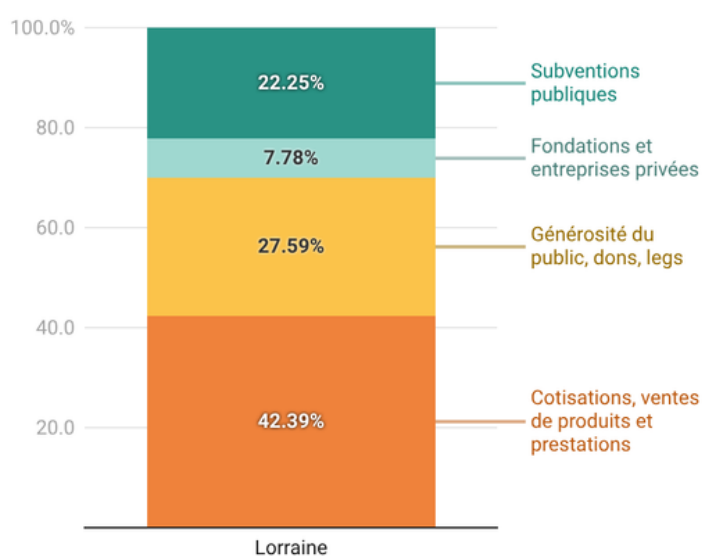
CARACTÉRISTIQUES ASI-ECSI LORRAINES

DES

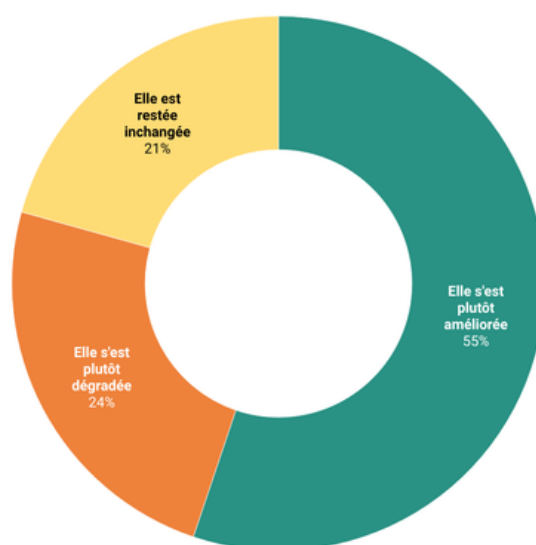
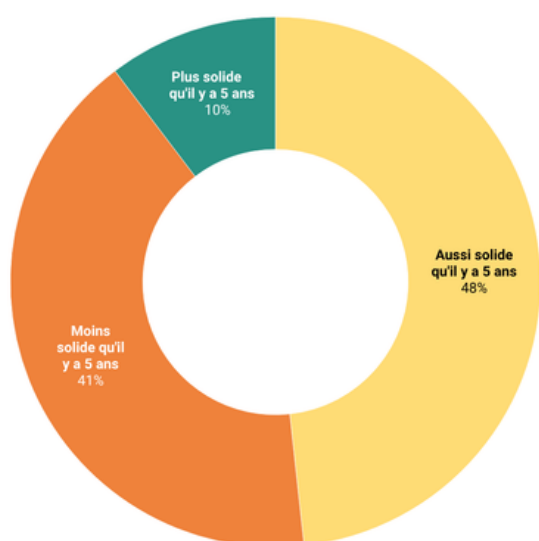
TPOLOGIE BUDGÉTAIRE



SOURCES DE FINANCEMENT



SOLIDITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE ET ÉVOLUTION DE LA SITUATION GLOBALE





FOCUS SUR L'ALSACE



TISSU ASSOCIATIF

L'Alsace bénéficie d'un cadre particulièrement propice au développement des associations. Le droit local d'Alsace-Moselle offre des possibilités spécifiques en matière de gestion patrimoniale et de réception de dons et legs, auquel s'ajoutent une forte identité régionale et une tradition ancienne d'engagement collectif qui favorisent le dynamisme du tissu associatif⁸.



PAYS D'INTERVENTION

Les associations alsaciennes interviennent principalement à Madagascar, au Burkina Faso, au Togo, au Cameroun, au Sénégal, au Bénin et au Maroc. Cette orientation vers l'Afrique peut être mise en perspective avec l'histoire internationale de l'Alsace⁹, notamment de l'influence historique des missions religieuses alsaciennes. À cela s'ajoutent les vagues successives d'immigration maghrébine, d'abord liées à la Seconde Guerre mondiale puis aux besoins de main-d'œuvre des années 1960, avant de se poursuivre dans le cadre des regroupements familiaux et des migrations économiques.

⁸ Laurent, M. (2019) Les facteurs territoriaux de l'implantation de l'économie sociale et solidaire. Étude de cas sur trois départements en Région Grand Est, Mémoire universitaire, ESCD3A - École Supérieure de Commerce et de Développement, p. 68.

⁹ Frey, Y. (2008) 'Les Alsaciens venus d'ailleurs', dans *Hommes et Migrations*, n°1273, Mai-juin 2008. Histoire des immigrations. Panorama régional, pp. 67-68.

LES DIX ODD LES PLUS INVESTIS PAR LES ASSOCIATIONS EN ALSACE

Objectifs de développement durable	Nombre d'associations de la base de données
1 - Éducation de qualité (ODD 4)	277
2 - Bonne santé et bien-être (ODD 3)	108
3 - Réduction des inégalités (ODD 10)	96
4 - Partenaires pour la réalisation des objectifs (ODD 17)	89
5 - Lutte contre la faim (ODD 2)	74
6 - Eau propre et assainissement (ODD 6)	62
7 - Éradication de la pauvreté (ODD 1)	56
8 - Travail décent et croissance économique (ODD 8)	55
9 - Égalité entre les sexes (ODD 5)	36
10 - Paix Justice et institutions efficaces (ODD 16)	32



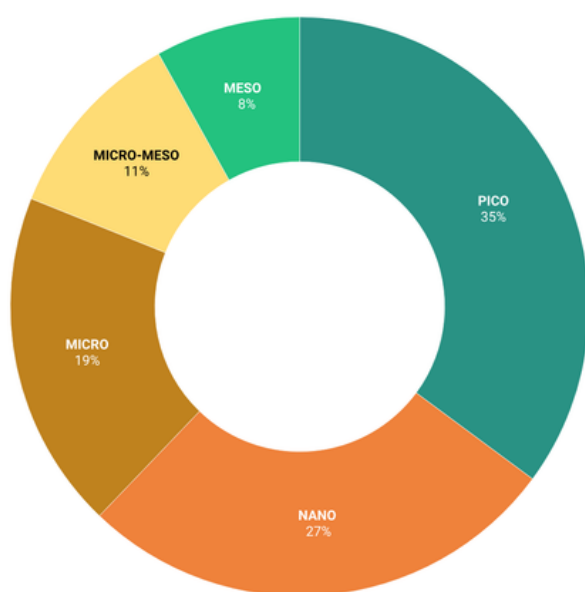
ENJEUX

Les principales difficultés concernent les ressources humaines, le financement, le manque de visibilité et les compétences internes. Les associations évoquent surtout une méconnaissance des dispositifs de financement ainsi que des difficultés à monter les dossiers de demande de subvention.

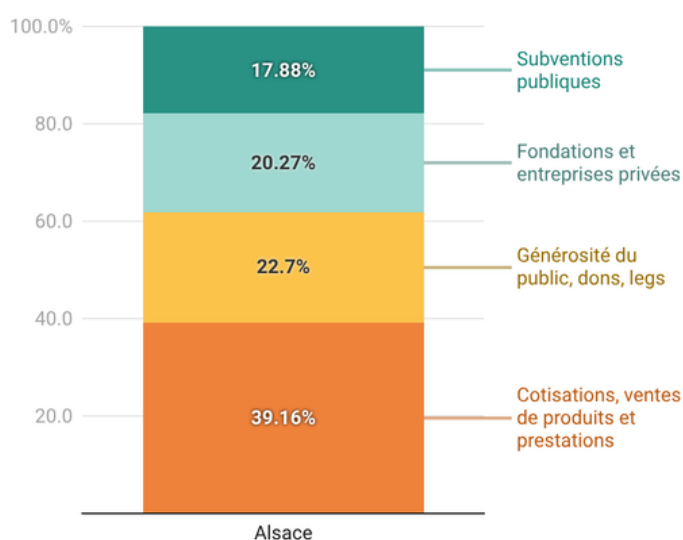
Malgré ces enjeux, les associations alsaciennes apparaissent comme les plus optimistes de l'échantillon : près d'une sur deux considère que son modèle économique est aujourd'hui plus solide qu'il y a cinq ans, et plus de 60 % estiment que leur situation globale s'est améliorée, particulièrement dans le Bas-Rhin.

CARACTÉRISTIQUES DES ASI-ECSI ALSACIENNES

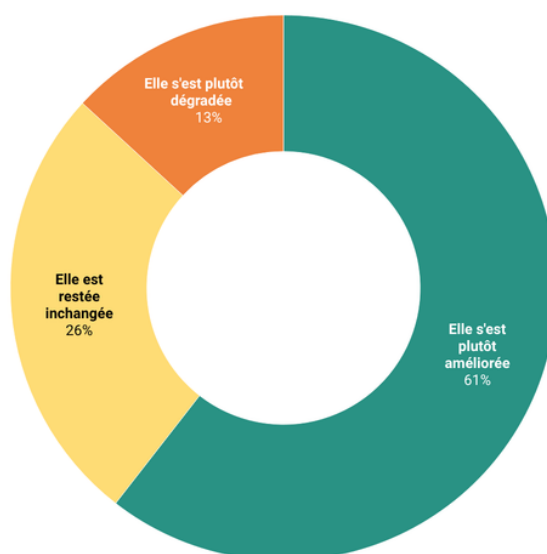
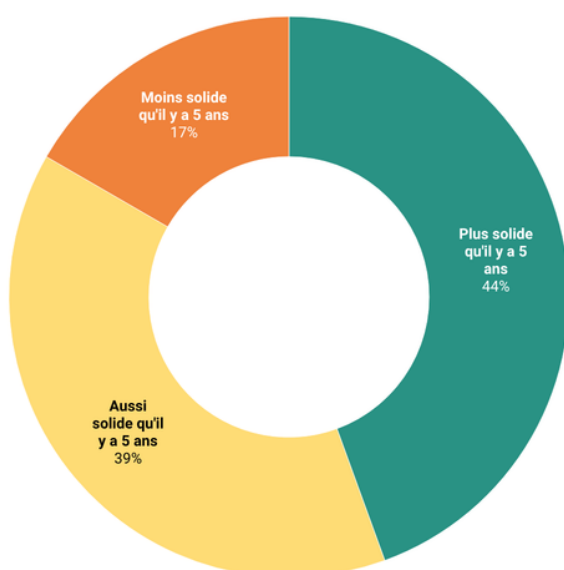
TPOLOGIE BUDGÉTAIRE



SOURCES DE FINANCEMENT



SOLIDITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE ET ÉVOLUTION DE LA SITUATION GLOBALE

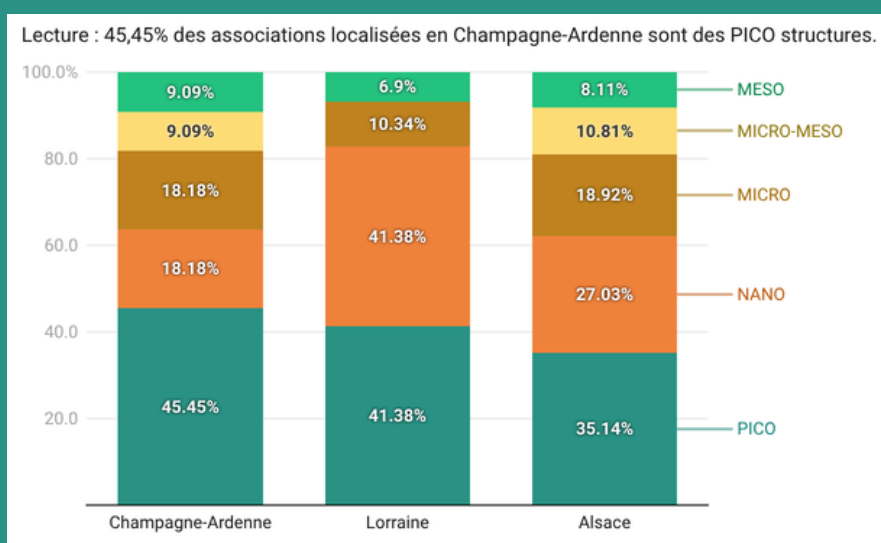


COMPARAISONS

Les trois ex-régions présentent des profils relativement proches, avec une prédominance de structures de petite taille (PICO et NANO), même si quelques spécificités territoriales se dégagent. La Champagne-Ardenne se distingue par une proportion plus importante de PICO-associations (45,5 %), tandis que la Lorraine concentre davantage de structures NANO (41,4 %). L'Alsace apparaît comme le territoire le plus diversifié en termes de taille budgétaire, avec une représentation légèrement plus importante des associations MICRO, MICRO-MESO et MESO.

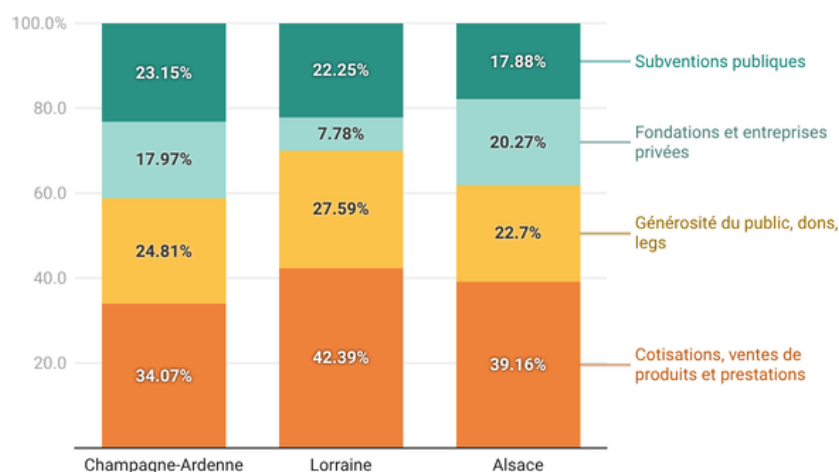
En Champagne-Ardenne, les financements apparaissent légèrement plus équilibrés entre ressources propres, générosité du public et subventions publiques. À l'inverse, les associations lorraines reposent davantage sur leurs ressources propres (42,4 % en moyenne), tandis que les structures alsaciennes mobilisent une part plus importante de financements issus des fondations et entreprises privées (20,3 %), traduisant une diversification un peu plus marquée de leurs ressources.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE LA TYPOLOGIE BUDGÉTAIRE DES ASSOCIATIONS



RÉPARTITION MOYENNE DES SOURCES DE FINANCEMENT DES ASSOCIATIONS SELON LEUR LOCALISATION GÉOGRAPHIQUE

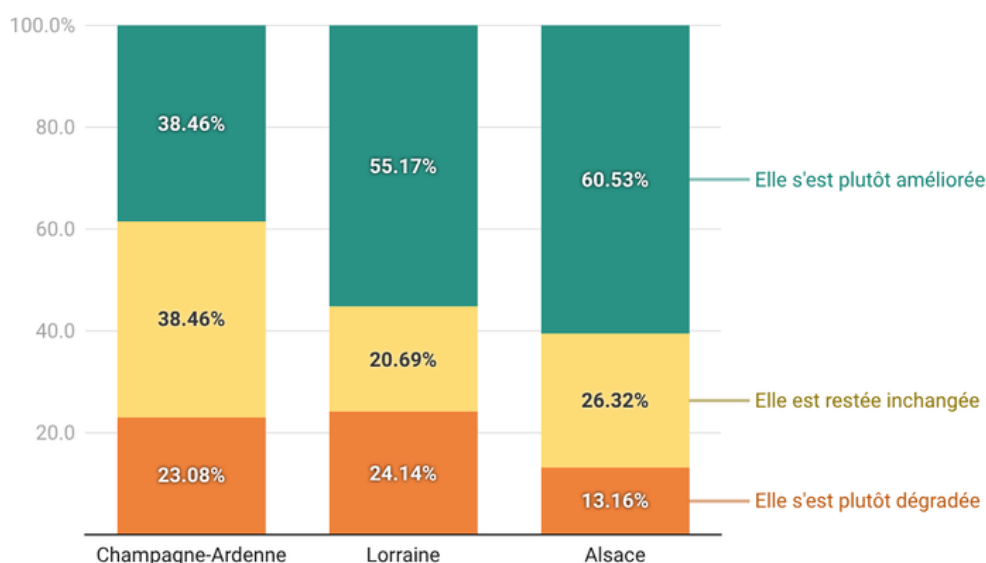
Lecture : Les subventions publiques représentent 23,15% des sources de financement des associations localisées en Champagne-Ardenne



Les associations alsaciennes portent le regard le plus optimiste sur leur situation récente : plus de 60 % estiment que leur situation globale s'est améliorée au cours des cinq dernières années et près de 45 % considèrent que leur modèle économique est aujourd'hui plus solide qu'il y a cinq ans. À l'inverse, la Lorraine apparaît comme le territoire le plus fragile : 41,4 % des associations jugent leur modèle économique moins solide qu'auparavant et seules 10,3 % estiment qu'il s'est renforcé. La Champagne-Ardenne occupe une position intermédiaire, avec des associations dont les situations apparaissent globalement plus stables.

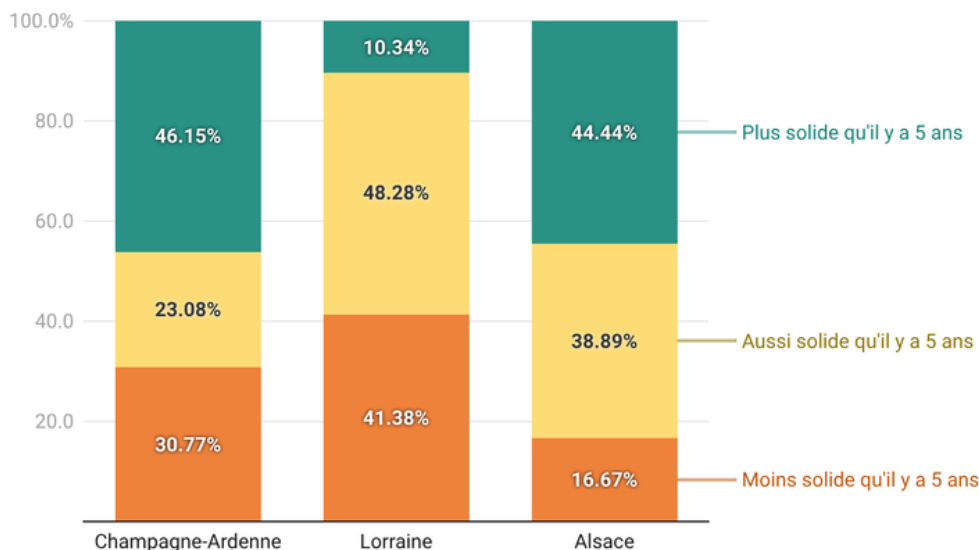
ÉVOLUTION DE LA SITUATION GLOBALE SUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES EN FONCTION DE LA LOCALISATION GÉOGRAPHIQUE

Lecture : 60,53% des associations alsaciennes estiment que leur situation globale s'est plutôt améliorée sur les cinq dernières années.



APPRÉCIATION DE LA SOLIDITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE EN FONCTION DE LA LOCALISATION GÉOGRAPHIQUE DES ASSOCIATIONS

Lecture : 44,44% des associations alsaciennes considèrent que leur modèle économique est plus solide qu'il y a 5 ans.



II - Des modèles économiques sous pression, entre fragilité financière et adaptation permanente

II.1 - Des dynamiques budgétaires plutôt stables mais empreintes d'une forte incertitude

UNE TYPOLOGIE BUDGÉTAIRE RÉVÉLATRICE D'UN TISSU ASSOCIATIF FAIBLEMENT PROFESSIONNALISÉ

Les études AMSASI s'appuient sur une typologie budgétaire commune¹⁰ permettant de classer les associations en fonction de la taille de leur budget annuel moyen. Ainsi, cinq profils de structures se dégagent :

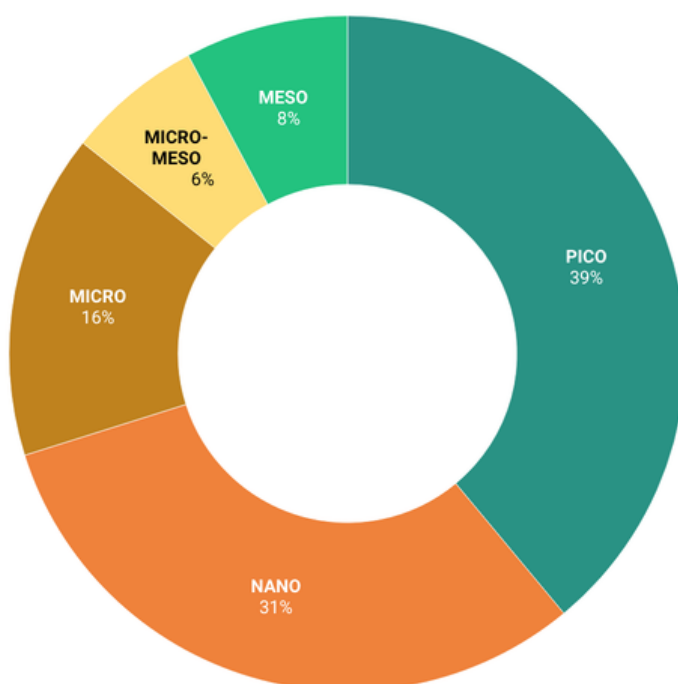
- Les **PICO** structures ont un budget annuel moyen inférieur à 10.000 euros
- Les **NANO** structures ont un budget annuel moyen entre 10.000 et 50.000 euros
- Les **MICRO** structures ont un budget annuel moyen entre 50.000 et 130.000 euros
- Les **MICRO-MESO** structures ont un budget annuel moyen entre 130.000 et 500.000 euros
- Les **MESO** structures ont un budget annuel moyen supérieur à 500.000 euros.

Typologie budgétaire	Budget annuel moyen	Statut	Nombre moyen de bénévoles	Nombre moyen de salariés	Nombre de structures de l'échantillon
PICO	Moins de 10 000€	Associations non employeuses	16,5	0	30
NANO	Entre 10 000 et 50 000€		24,58	0	24
MICRO	Entre 50 000 et 130 000€	Associations employeuses	31,25	0,25	12
MICRO-MESO	Entre 130 000 et 500 000€		34	3,2	5
MESO	Plus de 500 000€		45	8,83	6

¹⁰ Les fourchettes de budget annuel moyen des associations ont été définies en s'inspirant des critères du Pôle microprojets de La Guilde, qui compte parmi les bailleurs référents des porteurs de micro-projets.

TYPOLOGIE BUDGÉTAIRE DES ASSOCIATIONS RÉPONDANTES

■ PICO (39%) ■ NANO (31%) ■ MICRO (16%) ■ MICRO-MESO (6%) ■ MESO (8%)



BUDGETS ANNUELS MOYENS

PICO

<10 000€

NANO

10 000 - 50 000€

MICRO

50 000 - 130 000€

MICRO-MESO

130 000 - 500 000€

MESO

>500 000€

PART D'ASSOCIATIONS DE CHAQUE TYPOLOGIE DANS LE GRAND EST EN COMPARAISON AVEC D'AUTRES RÉGIONS

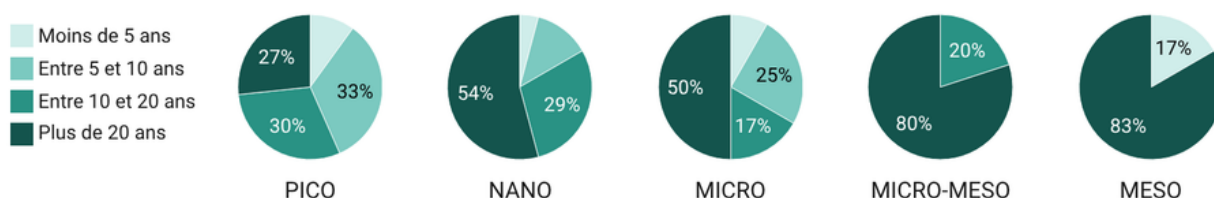
Typologie budgétaire des associations	Grand Est (étude de Gescod)	Centre-Val-de-Loire (étude de Centraider)	Provence-Alpes-Côte d'Azur (étude de Territoires Solidaires)	Auvergne-Rhône-Alpes (étude de Resacoop)
PICO (Budget inférieur à 10 000€)	39	51	18	27
NANO (Budget entre 10 000 et 50 000€)	31	33	27	18
MICRO (Budget entre 50 000 et 130 000€)	16	8	27	12
MICRO-MESO (Budget entre 130 000 et 500 000€)	6	4	14	17
MESO (Budget supérieur à 500 000€)	8	4	14	29

La région Grand Est se caractérise par une forte proportion de petites structures : 70% d'entre elles sont des PICO et NANO associations, disposant d'un budget annuel moyen inférieur à 50.000 euros. Cette configuration est similaire à celles observées dans d'autres régions, comme le Centre-Val-de-Loire¹¹ ou la Bourgogne-Franche-

Comté¹². A l'inverse, les associations dont le budget est supérieur à 130.000 euros demeurent minoritaires dans le Grand Est (14% de l'échantillon), contrairement à des régions comme Auvergne-Rhône-Alpes¹³ ou Provence-Alpes-Côte d'Azur¹⁴ où les structures de taille importante sont plus nombreuses.

ANCIENNETÉ DES ASSOCIATIONS RÉPONDANTES EN FONCTION DE LEUR TAILLE BUDGÉTAIRE

Lecture : 33% des PICO associations ont entre 5 et 10 ans d'ancienneté.



Ancienneté et taille du budget sont souvent liées : les associations les plus anciennes sont aussi celles dont les budgets sont les plus importants. Comme observé précédemment, le tissu associatif du Grand Est semble fondé sur de petites structures au fort ancrage local, plutôt que sur de grandes

organisations professionnalisées dotées de budgets élevés. Cette forte proportion de petites structures suggère également des capacités administratives et financières limitées, qui influencent les possibilités d'accès aux financements, de diversification des activités ou encore de salarisation.

¹¹ Centraider (2023) *Analyse des Modèles Socio Économiques des Associations de Solidarité Internationale en Région Centre-Val de Loire*.

¹² Bourgogne-Franche-Comté International (2025) *Les Associations de Solidarité Internationale en Bourgogne-Franche-Comté*.

¹³ Resacoop (2025) *Synthèse de l'Analyse des Modèles Socio-économiques des Associations de Solidarité Internationale de la Région Auvergne-Rhône-Alpes*.

¹⁴ Territoires Solidaires (2024) *Analyse des Modèles Socio-économiques des Associations de Solidarité Internationale en Provence-Alpes-Côte d'Azur*.

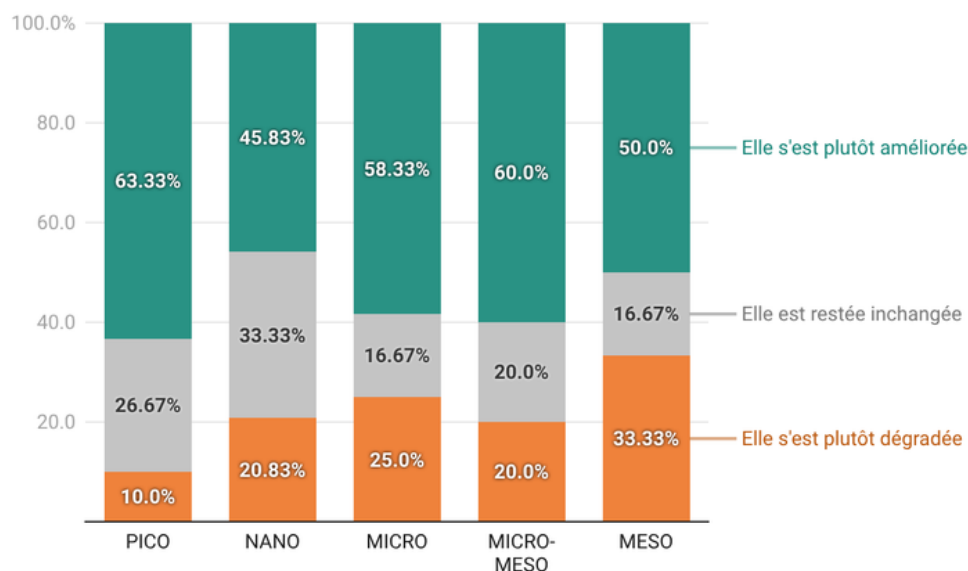
DES ASSOCIATIONS GLOBALEMENT RÉSILIENTES MAIS INQUIÈTES POUR L'AVENIR

La majorité des ASI-ECSI portent un regard relativement positif sur leur évolution récente. Quelle que soit leur taille budgétaire, entre 46 % et 63 % des structures estiment que leur situation globale s'est améliorée au cours des cinq dernières années. Cette perception est particulièrement marquée chez les PICO (63 %) et les MICRO-MESO (60 %), tandis que les NANO apparaissent plus partagés, avec un tiers

d'entre elles considérant que leur situation est restée stable. Ces résultats témoignent de la capacité d'adaptation du tissu associatif régional dans un contexte pourtant marqué par les crises successives. Les entretiens montrent que de nombreuses structures ont su maintenir leurs activités, diversifier leurs ressources ou développer de nouveaux projets malgré un environnement jugé de plus en plus contraint.

ÉVOLUTION DE LA SITUATION GLOBALE SUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES EN FONCTION DE LA TYPOLOGIE BUDGÉTAIRE

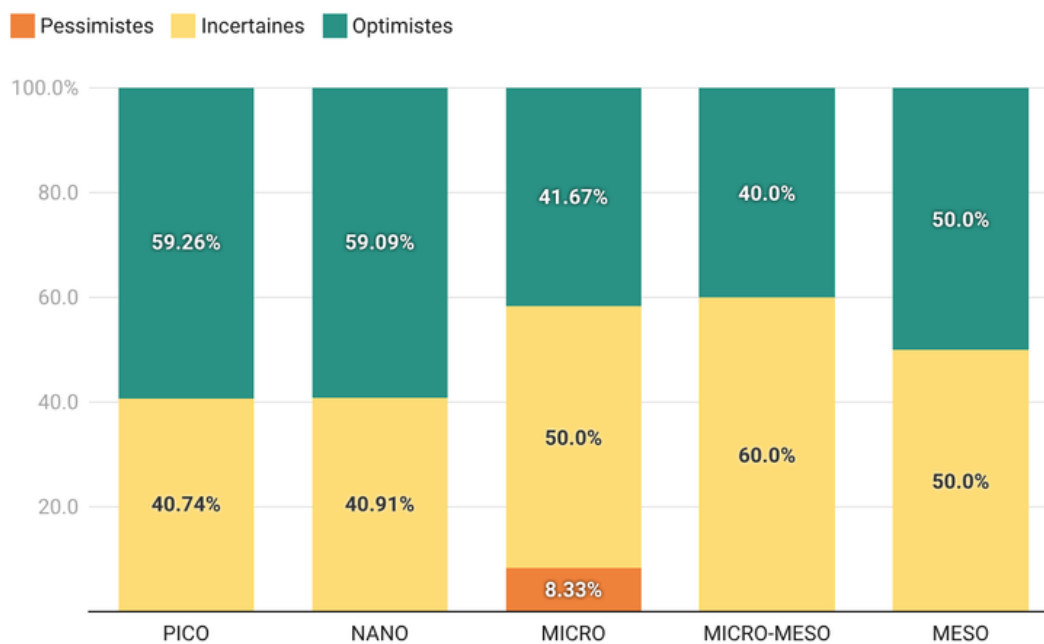
Lecture : 63,33% des PICO associations estiment que leur situation globale s'est plutôt améliorée sur les cinq dernières années.



Pour autant, les ASI-ECSI apparaissent nettement plus prudentes lorsqu'elles se projettent dans l'avenir. Les situations d'incertitude concernent désormais entre 40 % et 60 % des structures selon les catégories budgétaires, et atteignent même 60 % chez les MICRO-MESO. Les associations pessimistes restent minoritaires, mais la part des structures se déclarant optimistes

diminue à mesure que la taille budgétaire augmente : elle passe de près de 60 % chez les PICO et NANO à 40 % chez les MICRO-MESO. Les associations les plus structurées, plus dépendantes des ressources financières institutionnelles et engagées dans des projets de plus grande ampleur, semblent percevoir plus fortement les risques qui pèsent aujourd'hui sur le secteur.

PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DES ACTIVITÉS EN FONCTION DE LA TYPOLOGIE BUDGÉTAIRE



II.2 - Des sources de financement diversifiées mais inégalement accessibles

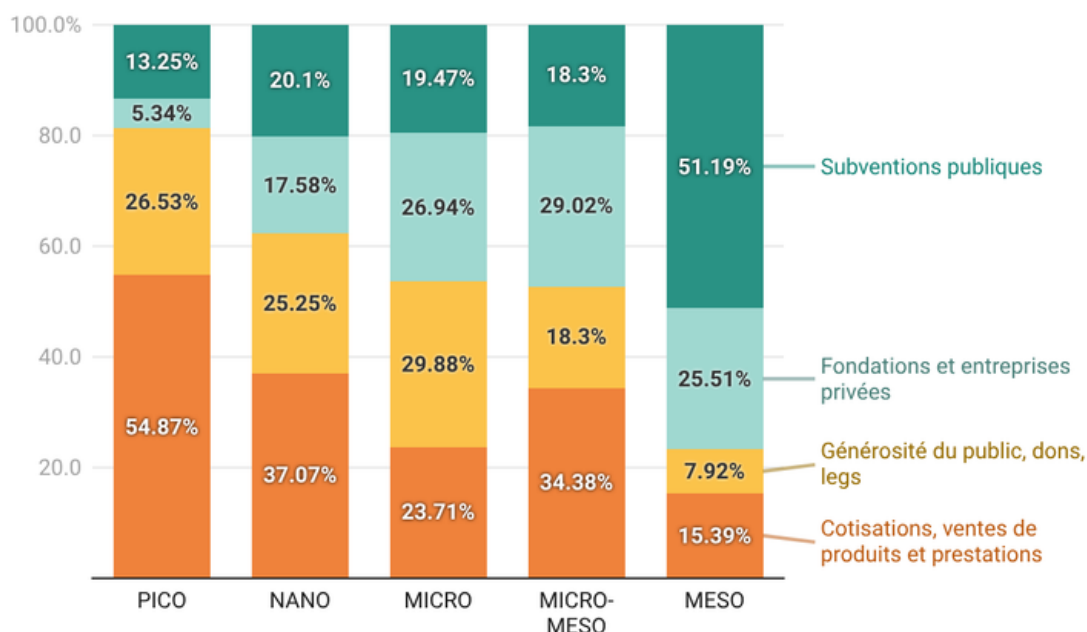
L'HYBRIDATION DES RESSOURCES : UN TRAIT COMMUN À TOUS LES MODÈLES ÉCONOMIQUES

Les associations de l'échantillon ont globalement indiqué avoir des modèles de financement plutôt diversifiés, faisant appel aux quatre principales sources que sont les subventions publiques ; les ressources privées institutionnelles (fondations, entreprises, institutions privées) ; les ressources issues de la générosité du public (dons, legs, crowdfunding...) et enfin les ressources propres (cotisations, ventes de produits et prestations, autres activités génératrices de revenus).

Toutefois, la répartition moyenne de ces sources de financement dans le budget des associations varie fortement selon leur taille. Les structures PICO se reposent ainsi fortement sur leurs ressources propres, qui constituent plus de 50% de leur budget, alors que leur accès aux ressources issues de structures tierces (subventions publiques, fondations et entreprises privées) est très limité.

RÉPARTITION MOYENNE DES SOURCES DE FINANCEMENT DES ASSOCIATIONS SELON LEUR TYPOLOGIE BUDGÉTAIRE

Note : Les parts sont estimées à partir de tranches déclarées par les associations.

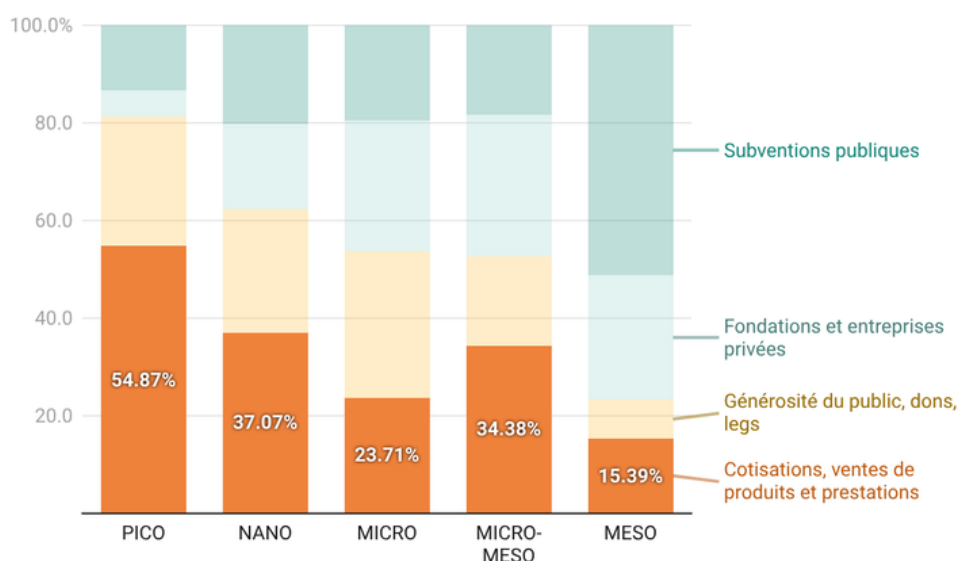


Les ressources propres demeurent importantes chez les NANO (37% de leur budget), mais l'on observe un début de diversification des financements avec une part plus importante des subventions et fonds privés. Les structures de taille intermédiaire (MICRO et MICRO-MESO) semblent avoir les modèles les plus équilibrés avec une mobilisation de sources différentes, et une moindre dépendance à une seule source de financement. Elles ont également une plus grande capacité à mobiliser des financements privés. Enfin, les MESO structures présentent une part très importante de subventions publiques (plus de 60% de leur budget).

De manière générale, plus les budgets des associations de SI-ECSI sont importants, plus la part des subventions publiques y est importante. Les petites associations reposent principalement sur des formes d'autofinancement et sur la mobilisation de leurs réseaux de proximité, tandis que les structures les plus professionnalisées disposent d'une plus grande capacité à accéder aux financements externes. L'accès aux ressources financières est donc fortement lié aux capacités administratives des associations et à leur maîtrise des procédures de financement.

LES RESSOURCES PROPRES : UN LEVIER D'AUTONOMIE FINANCIÈRE, MAIS TRÈS EXIGEANT EN TEMPS BÉNÉVOLE

Répartition moyenne des sources financement des associations selon leur typologie



Les entretiens montrent que les ressources propres occupent une place particulièrement importante dans le modèle économique des petites et moyennes structures, mais elles sont également essentielles pour beaucoup d'associations de taille intermédiaire.

Les cotisations apparaissent souvent moins comme une véritable ressource financière que comme une forme d'engagement symbolique des membres comme le souligne cette association MICRO-MESO : « *ce n'est pas l'objectif de ramasser des sous [...] c'est plutôt que les gens s'engagent* ».

En revanche, les ventes solidaires, marchés, ou autres activités génératrices de revenus constituent des leviers financiers essentiels pour de nombreuses associations. Certaines structures développent ainsi de véritables stratégies économiques locales autour de la vente de produits artisanaux ou alimentaires, permettant à la fois de financer leurs projets et de fidéliser des soutiens :

L'enjeu est finalement de fidéliser une clientèle régulière, dont le soutien constitue souvent une ressource plus stable et rentable que les ventes ponctuelles ; or entretenir cette relation dans la durée implique un important travail de communication, d'animation et de présence sur les événements locaux, qui repose lui aussi largement sur l'engagement bénévole. Ces activités offrent donc une forme d'autonomie financière précieuse face à l'incertitude des subventions, mais elles reposent sur un investissement bénévole très important et chronophage. Plusieurs associations évoquent ainsi un *"travail de collecte"* permanent ou la nécessité de *"faire du business"* pour assurer la continuité des projets.

Paroles d'associations

On se rend compte que le fait d'avoir, entre parenthèses, une clientèle, ce sont aussi des gens qui sont impliqués dans l'objet de l'association [...] ils savent qu'en achetant ils permettent de financer des projets, et par ce biais là, on a touché des comités d'entreprise.

- Association MICRO-MESO (67)

UNE GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC FONDÉE SUR LES RELATIONS DE CONFIANCE

Comme pour les ressources propres, les entretiens soulignent l'importance des relations interpersonnelles dans la fidélisation des donateurs. Plusieurs associations évoquent l'existence de "donateurs historiques" construits à partir de contacts personnels et de relations de confiance entretenues dans la durée. La générosité du public repose plus sur

la confiance interpersonnelle, la transparence, et les réseaux de proximité que sur de grandes campagnes de collecte professionnalisées. Plusieurs structures expriment d'ailleurs une certaine distance vis-à-vis des outils de crowdfunding et de financement participatif, jugés trop complexes, intrusifs ou inadaptés à leurs moyens.

Répartition moyenne des sources financement des associations selon leur typologie



Paroles d'associations

Les donateurs réguliers restent très fidèles malgré la situation. On arrive, malgré l'absence de voyage, à transmettre régulièrement des infos assez concrètes sur ce qui s'y passe, ce qui fait que les donateurs sont rassurés sur ce qui se passe de concret.

- Association NANO (51)

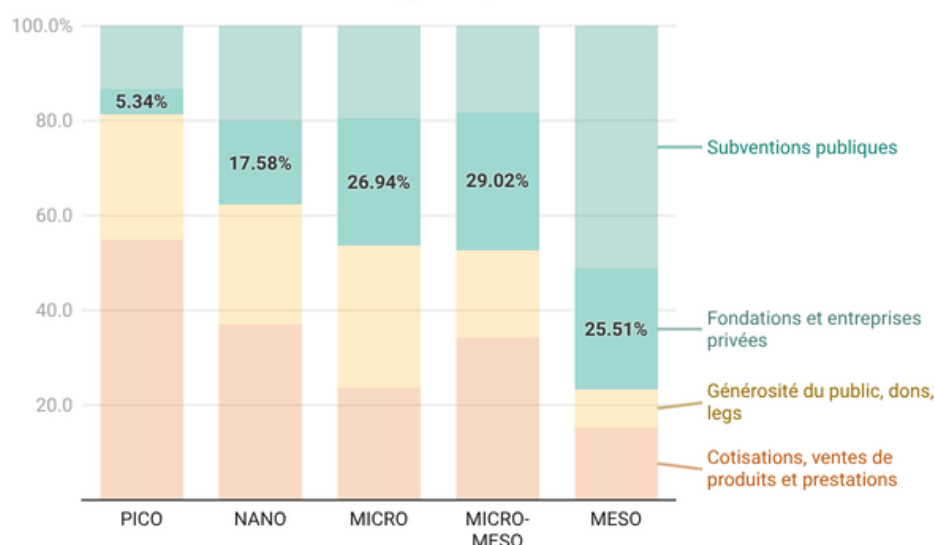


LES FINANCEMENTS PRIVÉS : UN POTENTIEL ENCORE SOUS-EXPLOITÉ FAUTE DE TEMPS ET DE COMPÉTENCES

Les ressources privées institutionnelles (fondations, mécénat, partenariats d'entreprise) apparaissent inégalement réparties selon la taille et le degré de professionnalisation des associations. Certaines structures, particulièrement les MICRO-MESO et MESO les plus anciennes, bénéficient de partenariats durables ou de mécénat en nature, tandis que les plus petites évoquent un manque de temps ou de compétences

pour identifier et solliciter ces opportunités. Les capacités administratives sont donc déterminantes pour réussir à capter ces financements, mais les relations personnelles jouent également un rôle important. Il s'agit de la source de financement que les associations souhaitent le plus développer dans les prochaines années.

Répartition moyenne des sources financement des associations selon leur typologie



Paroles d'associations

On a un partenariat de longue date avec une asso de collecte de papier, qui nous rapporte la moitié de nos financements.

- Association NANO (51)

Il y a les fondations et les fonds de dotation, j'ai plein de pistes, mais j'ai pas le temps.

- Association MICRO (67)

Je viens de découvrir une possibilité, c'est de me de m'inscrire dans le réseau de l'économie sociale et solidaire.

- Association PICO (10)



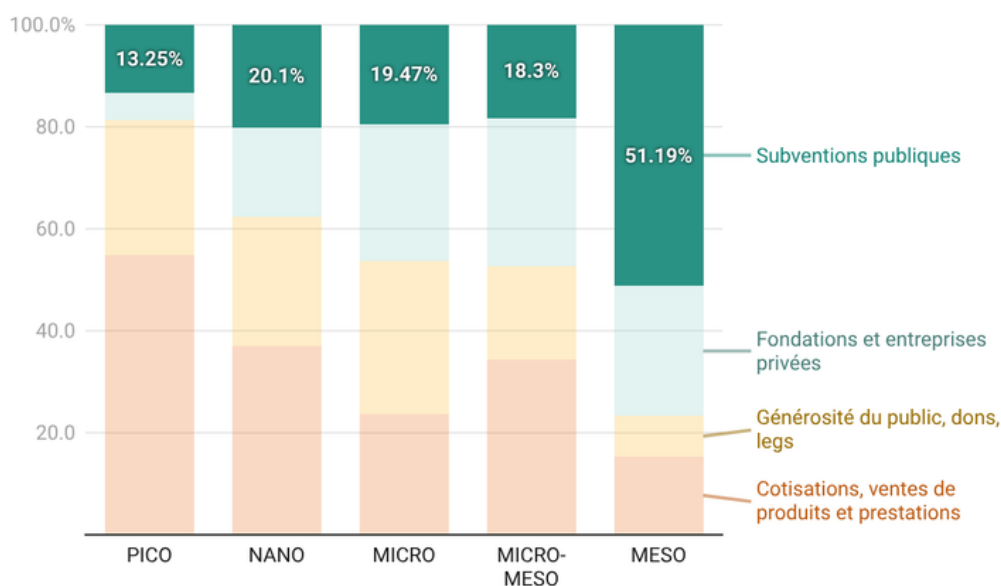
FOCUS SUR LES BAILLEURS DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ET DE L'ECSI EN RÉGION GRAND EST

Le financement du secteur de la solidarité internationale est fortement impacté depuis 2023 par les coupes budgétaires de l'aide publique au développement (APD) : selon l'OCDE, cette dernière devrait enregistrer en 2025 une baisse comprise entre 9% et 17%, s'ajoutant à la diminution de 9% déjà observée en 2024¹⁵. Son niveau devrait même retomber à celui de 2020 en 2027, marquant une baisse historique des montants consacrés à l'APD. Dans ce contexte de forte incertitude, les associations sont amenées à s'appuyer sur un écosystème de bailleurs de plus en plus ancré dans les territoires. Collectivités territoriales, agences de l'eau, réseaux régionaux multi-acteurs ou encore

dispositifs nationaux déployés en lien avec les acteurs locaux occupent aujourd'hui une place centrale dans le soutien aux projets de solidarité internationale et d'ECSI.

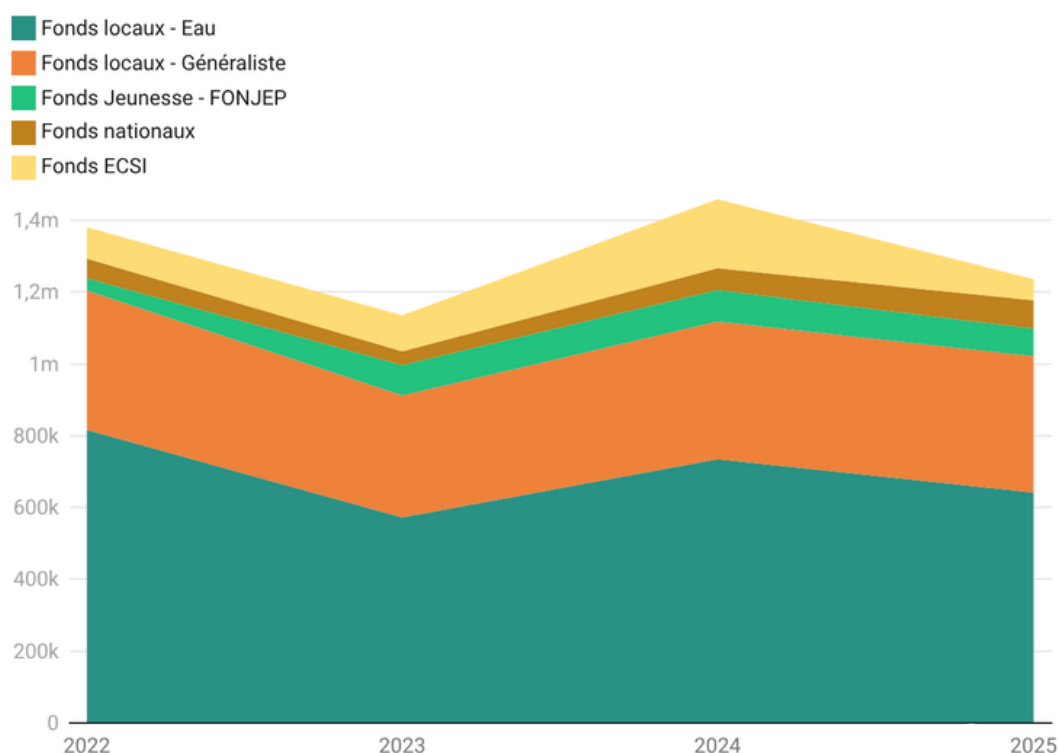
Afin de mieux comprendre cette territorialisation des financements, l'étude a recensé les principaux financements identifiés à destination des associations de SI-ECSI du Grand Est entre 2022 et 2025, qu'il s'agisse d'appels à projets dédiés ou de subventions ponctuelles attribuées par des acteurs publics (agences de l'eau, collectivités territoriales), privés (Fondation Terre d'Eau en Partage), ou autres financements en cascade (La Guilde, FORIM, RRMA, FONJEP...).

Répartition moyenne des sources financement des associations selon leur typologie



¹⁵OCDE (2025), 'Réductions de l'aide publique au développement : Projections de l'OCDE pour 2025 et à court terme', Les notes de synthèse de l'OCDE, no. 26, Éditions OCDE, Paris.

Évolution des montants alloués aux ASI-ECSI de la région Grand Est entre 2022 et 2025



DISPOSITIFS PRIS EN COMPTE

Fonds locaux - Eau : Agence de l'Eau Rhin Meuse / Terre d'Eau en Partage / Grand Nancy / Eurométropole Strasbourg & AERM / SIEGVO / SDEA / HAGANIS

Fonds locaux - Généraliste : Région Grand Est / Dépt Meurthe-et-Moselle / Humanis / Villes de Châlons-en-Champagne / Commercy / Vandœuvre-lès-Nancy / Bar-Le-Duc / Colmar / Schiltigheim / EPCI Meuse Grand Sud Agglo / Troyes Champagne Métropole / Colmar Agglo

Fonds Jeunesse - FONJEP : Jeunesse et Solidarité Internationale JSI

Fonds nationaux : FORIM / La Guilde

Fonds ECSI : DIODD / ECSI+ MOZAIK / Crescend'ODD / Initiative pour la Solidarité Internationale ISI

Au total, près de 5,2 millions d'euros ont été attribués aux associations régionales sur la période étudiée¹⁶. Les financements liés à l'eau constituent de loin la première source de soutien

identifiée, avec plus de 2,7 millions d'euros cumulés, soit près de la moitié des montants recensés. Ils sont principalement portés par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse. Viennent ensuite les

¹⁶ Seules les données publiques ont été analysées. Les associations ont pu obtenir d'autres fonds issus d'acteurs privés mais qui n'ont pas été recensés dans le cadre de cette étude.

dispositifs généralistes des collectivités territoriales, qui représentent environ 1,5 million d'euros, puis les autres fonds territorialisés dédiés à la solidarité internationale, avec près de 500 000 euros. Ces données mettent en évidence le rôle prépondérant de quelques dispositifs dans le financement de la solidarité internationale régionale : entre 2022 et 2025, l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse représente à elle seule près de 30 % des financements identifiés, devant la Région Grand Est (17 %) et le programme Terre d'Eau en Partage (13 %).

À eux trois, ces dispositifs concentrent près de 60 % des montants recensés. Ces données doivent toutefois être interprétées au regard de l'échelle d'intervention des différents bailleurs. Les financements portés par les villes ou les départements apparaissent logiquement plus modestes à l'échelle régionale, puisqu'ils s'adressent exclusivement aux associations implantées sur leurs territoires respectifs.

Leur poids dans les financements recensés ne reflète donc pas nécessairement leur importance pour les structures locales qui en bénéficient. Enfin, malgré quelques variations annuelles, les montants recensés témoignent d'une certaine stabilité de l'écosystème régional de financement. Après un recul observé en 2023, les financements repartent à la hausse en 2024 avant de connaître un léger tassement en 2025.

Les pays les plus financés correspondent en grande partie aux principales zones géographiques d'intervention des associations. Certains pays apparaissent particulièrement en tension, en particulier le Burkina Faso, dont les financements chutent fortement de 220 363 € en 2022 à 44 300 € en 2025, en raison du contexte géopolitique qui a entraîné la suspension de l'aide au développement

vers les pays du Sahel. À l'inverse, le Togo se renforce nettement sur la période, passant de 76 400 € en 2022 à 215 222 € en 2025, confirmant une montée en puissance continue. Les financements pour des actions en France (subventions de fonctionnement et activités d'ECSI) connaissent aussi un ralentissement entre 2024 et 2025 sous l'effet de la fin du programme RECITAL-II.

PAYS D'INTERVENTION LES PLUS FINANCÉS ENTRE 2022 ET 2025 EN RÉGION GRAND EST

Pays d'intervention	2022	2023	2024	2025	Total général
Sénégal	108 638 €	61 306 €	268 629 €	233 104 €	671 677 €
Togo	76 400 €	178 679 €	186 990 €	215 222 €	657 291 €
France	116 460 €	144 245 €	239 852 €	84 537 €	585 094 €
Maroc	143 127 €	158 846 €	117 124 €	129 050 €	548 147 €
Laos	154 154 €	60 450 €	236 992 €	62 800 €	514 396 €
Madagascar	158 047 €	112 244 €	50 300 €	73 300 €	393 891 €
Burkina Faso	223 863 €	38 640 €	37 200 €	44 300 €	344 003 €
RD-Congo	12 680 €	56 559 €	12 500 €	83 784 €	165 522 €
Cameroun	82 878 €	22 000 €	20 550 €	39 900 €	165 328 €
Tanzanie	12 000 €	32 033 €	80 450 €	13 200 €	137 683 €

DOMAINES D'INTERVENTION LES PLUS FINANCÉS ENTRE 2022 ET 2025 EN RÉGION GRAND EST

Domaines d'intervention	2022	2023	2024	2025	Total général
Eau et Assainissement	713 619 €	628 926 €	811 575 €	677 277 €	2 831 397 €
Education	247 635 €	131 698 €	156 590 €	172 340 €	708 263 €
ECSI	103 840 €	131 625 €	230 232 €	74 317 €	540 014 €
Agriculture	125 800 €	88 187 €	80 500 €	106 400 €	400 887 €
Multi-thématique	47 800 €	41 700 €	40 800 €	87 900 €	218 200 €
Santé	60 550 €	22 000 €	22 825 €	54 660 €	160 035 €
Social	19 841 €	24 350 €	11 500 €	15 420 €	71 111 €
Egalité Femmes/Hommes	11 000 €	7 750 €	21 500 €	15 500 €	55 750 €
Gouvernance	6 000 €	12 000 €	20 554 €	8 000 €	46 554 €
Fonctionnement	12 620 €	12 620 €	9 620 €	10 220 €	45 080 €

Si les appels à projets (AAP) dédiés à la SI-ECSI représentent la part majoritaire des financements identifiés, les soutiens plus classiques des collectivités et agences de l'eau à la vie associative (subventions, principalement orientée France / fonctionnement) constituent tout de même des ressources importantes pour certaines structures locales.

MODALITÉS D'ATTRIBUTION DES FINANCEMENTS AUX ASI-ECSI

Étiquettes de lignes	2022	2023	2024	2025	Total général
Soutien public via AAP *	872 324 €	724 168 €	754 692 €	847 377 €	3 198 561 €
Soutien public hors AAP **	76 630 €	87 785 €	54 570 €	73 970 €	292 955 €
Soutien para-public/privé ***	431 951 €	323 603 €	649 434 €	315 187 €	1 720 175 €

* AERM / Région Grand Est / CD54 / Grand Nancy / Ville de Strasbourg / Fonds EAST

** Villes de Châlons-en-Champagne / Commercy / Vandœuvre-lès-Nancy / Bar-Le-Duc / Colmar / Schiltigheim ; EPCI Meuse Grand Sud Agglo / Troyes Champagne Métropole / Colmar Agglo / SIEGVO / SDEA / HAGANIS

*** FONJEP / La Guilde / FORIM / Terre d'Eau en Partage / Bourse Humanis / Fonds ECSI (RECITAL)

70% des répondants à l'étude ont pour ambition de diversifier et augmenter leurs financements dans les cinq prochaines années. Face aux incertitudes financières, les associations souhaitent notamment développer plus d'actions locales pour capter de nouvelles sources de financement auprès des collectivités territoriales lorsque celles-ci ne disposent pas de dispositif de soutien dédié à l'international. Cela peut constituer un défi pour les structures peu habituées à cette échelle d'intervention, pour qui l'insertion dans un réseau local devient nécessaire pour être informé des opportunités :

Paroles d'associations

On essaye de s'intéresser à ce qui se passe mais on ne trouve pas d'opportunités auxquelles faire appel, peut-être qu'on n'a pas assez d'ambitions dans les choses qu'on organise sur place, il nous faudrait des idées d'animations locales.

- Association NANO (51)

Paroles d'associations

Pour les besoins de l'association, il faut que je me réinvente. Où je peux aller ? Qu'est-ce que je pourrais mettre en place pour capter des nouveaux financements ? [...] J'étais en train de penser à la solution, peut-être d'organiser un concert ou des événements.

- Association PICO (10)

On ne rentre pas dans les critères de la ville, et de toute façon, il n'y a plus de financement sur l'international. Alors on s'est dit que si on arrivait à organiser quelque chose au niveau local, ça pourrait être un moyen de se faire connaître de la ville, en demandant une subvention.

- Association NANO (51)

UN RECOURS AUX FINANCEMENTS PUBLICS DIFFÉRENCIÉ SELON LA TAILLE DES STRUCTURES

Plus les associations sont structurées, plus elles accèdent aux dispositifs de financement publics et en diversifient l'usage. À l'inverse, les petites structures restent en marge de ces opportunités : seule une minorité de PICO mobilise les dispositifs existants, avec un taux d'accès faible à l'ensemble des financements et en particulier ceux de la Région. Le non-recours est particulièrement élevé chez les PICO : environ 66% d'entre elles n'ont jamais mobilisé aucun des dispositifs de financement mentionnés. Le recours se renforce nettement à mesure que la taille des associations augmente : les NANO présentent déjà des taux de recours plus élevés, et les MICRO et MICRO-MESO se distinguent par un recours très élevé à un grand nombre de dispositifs.

Les entretiens montrent que les petites structures (PICO, NANO, MICRO) rencontrent principalement des

barrières administratives et temporelles dans leur recherche de financements. Le montage de dossiers est qualifié de "très lourd", "compliqué", "chronophage". Plusieurs associations PICO et NANO disent manquer de temps et de compétences pour remplir les dossiers, construire les budgets, ou encore à identifier les opportunités existantes.

Paroles d'associations

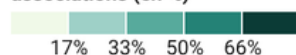
C'est un encouragement très fort et un outillage très fort de la structure nationale en direction de tout le monde, qui est de dire qu'il faut apprendre à monter des projets, il faut apprendre à faire un dossier de financement, il faut repérer les fondations. C'est un gros, gros, gros travail.

- Association MESO (51)

TAUX DE RECOURS AUX DISPOSITIFS DE FINANCEMENT SELON LA TYPOLOGIE BUDGÉTAIRE DES ASSOCIATIONS (EN %)

Lecture : 50% des MICRO ont déjà mobilisé le dispositif de financement dédié à la solidarité internationale proposé par La Guilde. Le dispositif le plus mobilisé par les MICRO est celui proposé par la Région Grand Est.

Taux de recours par les associations (en %)



Typologie	La Guilde	AERM	Région Grand Est	Département de Meurthe-et-Moselle	Ville de Strasbourg	Aucun dispositif
PICO	10	3	21	7	7	66
NANO	22	13	57	13	17	35
MICRO	50	42	83	8	17	8
MICRO-MESO	20	20	80	0	20	20
MESO	0	17	33	17	17	0

Si les structures plus importantes disposent généralement d'une plus grande expérience en la matière, elles ne trouvent pas l'exercice plus facile pour autant. En effet, les démarches reposent souvent sur un nombre limité de personnes, qu'il s'agisse de salariés ou de bénévoles, et ces derniers ne disposent pas toujours des compétences nécessaires malgré leurs années de pratique :



Paroles d'associations

Même si dans notre pratique professionnelle, on a monté des projets, ça n'a rien à voir avec aller chercher 50 000 euros pour une action au Sénégal, au Congo, sur trois ans. Et c'est vraiment des compétences qu'on n'a pas. Alors, on a un peu le sentiment de bricoler.

- Association MESO (51)



DIFFICULTÉS FREINANT LE DÉVELOPPEMENT DES FINANCEMENTS DES ASSOCIATIONS DU GRAND EST

Non-connaissance des financements existants

28%

Incapacité à remplir les dossiers (manque de temps, compétences...) et / ou à fournir les bilans

21%

Manque de visibilité / renommée

18%

Taille de l'association (trop petite)

15%

Pré-requis administratifs des financeurs

9%

Pas de difficultés particulières pour développer les financements

9%

Les entretiens mettent en évidence une forme d'injonction à la professionnalisation dans le secteur associatif : la raréfaction des ressources dédiées à la solidarité internationale requiert un effort d'autant plus intense pour construire les dossiers les plus solides possibles, auprès d'un plus

grand nombre de bailleurs qui ont chacun des critères différents. La lourdeur des procédures est là aussi évoquée, non seulement pour les demandes de financement mais aussi concernant le reporting, les exigences de suivi et les évaluations :

“

Paroles d'associations

J'aurais de quoi financer deux autres projets mais je ne peux pas le faire tout de suite, parce que c'est un manque de temps.

- Association MICRO (67)

Si on pouvait trouver des solutions plus faciles pour les dossiers, ce serait sympa. Parce que c'est très chronophage. Aussi bien l'instruction d'un dossier au départ que la liquidation. C'est à chaque fois 15 jours de boulot, c'est très compliqué.

- Association MICRO-MESO (67)

”

EN BREF

ENJEUX FINANCIERS POUR LES ASSOCIATIONS



RESSOURCES PROPRES & GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

- Fidéliser une clientèle régulière et une base de donateurs sur le long terme, élargie au-delà des cercles historiques
- Renforcer la visibilité et la capacité à rendre compte des actions auprès des soutiens et donateurs
- Être informé des opportunités de vente et d'événements sur le territoire
- Développer les compétences en outils de financement participatif
- Profiter de la présence de bénévoles de différentes associations aux marchés / événements solidaires pour mutualiser les moyens humains et logistiques
- Préserver l'équilibre entre rentabilité financière et charge bénévole lors de ces occasions



RESSOURCES INSTITUTIONNELLES PRIVÉES

- Identifier et prospecter des partenaires financiers privés, créer et renforcer les liens avec les entreprises et acteurs économiques du territoire
- Développer les compétences en prospection et réponse aux appels à projets
- Mieux communiquer et valoriser davantage l'impact des projets auprès des entreprises et fondations



RESSOURCES PUBLIQUES

- Accéder à l'information sur les dispositifs existants
- Monter en compétences sur le montage et le suivi de projets
- Avoir un accès facilité aux financements et franchir les barrières administratives notamment pour les petites associations
- Pouvoir bénéficier d'une meilleure coordination des dispositifs et parcours de financement (guichets ou formulaires communs...)

III - Ressources humaines et compétences : un fonctionnement associatif sous tension

Les associations de solidarité internationale et d'ECSI du Grand Est reposent majoritairement sur l'engagement bénévole, avec des capacités limitées de salarisation et de structuration des ressources humaines. L'enquête met en évidence plusieurs tensions communes à l'ensemble des profils associatifs : concentration du travail sur quelques personnes fortement investies, vieillissement des bénévoles, difficultés de renouvellement et manque de temps pour développer les activités. Ces fragilités humaines influencent directement les capacités d'action, de professionnalisation et de pérennisation des structures.

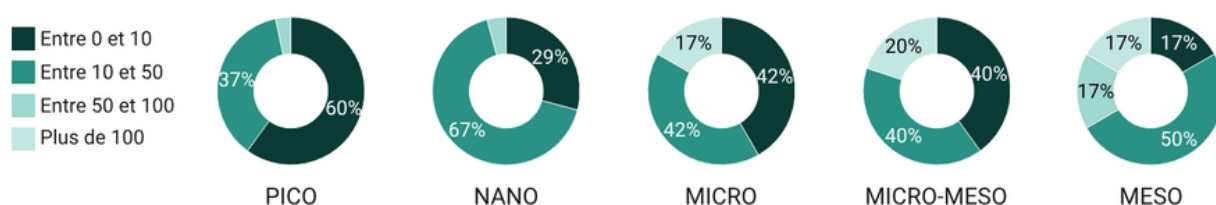
III.1 - L'engagement bénévole au cœur du modèle associatif

DES ASSOCIATIONS REPOSANT SUR UN NOYAU RESTREINT DE BÉNÉVOLES TRÈS INVESTIS

La majorité des associations de solidarité internationale et d'ECSI du Grand Est fonctionne avec moins de 50 bénévoles. Plus la taille d'une association est importante, plus elle tend à compter de bénévoles. En revanche, le nombre de bénévoles réguliers, c'est-à-dire participant au fonctionnement de l'association au moins une fois par semaine,

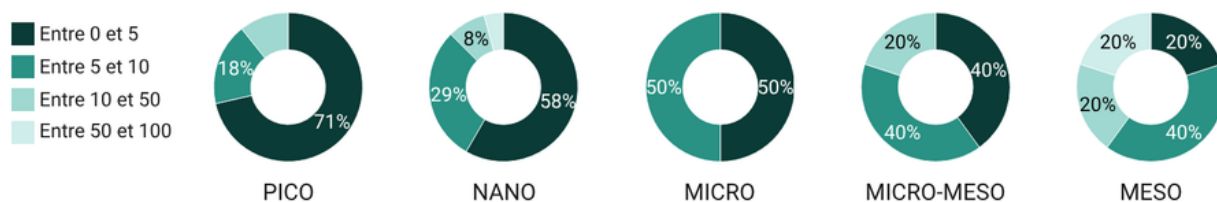
oscille majoritairement entre 0 et 5 et ne dépasse 10 que pour une minorité de MICRO-MESO et de MESO, ce qui correspond aux données de Recherches & Solidarités sur l'ensemble du secteur associatif en région Grand Est (en moyenne 10 bénévoles par association dont 4 réguliers)¹⁷. Au-delà du nombre total d'adhérents, le fonctionnement

NOMBRE MOYEN DE BÉNÉVOLES EN FONCTION DE LA TAILLE BUDGÉTAIRE



¹⁷ Recherches & Solidarités (2025) *Associations en région : Repères et chiffres clés 2025*. Grand Est. Disponible en ligne sur https://recherches-solidarites.org/dans-les-regions/#Grand_Est, p. 12.

NOMBRE MOYEN DE BÉNÉVOLES RÉGULIERS EN FONCTION DE LA TAILLE BUDGÉTAIRE



quotidien des associations repose donc généralement sur un noyau très restreint de personnes fortement investies. La participation bénévole apparaît inégalement répartie au sein des structures, avec une concentration importante des responsabilités administratives, financières et organisationnelles sur quelques individus.

Les enjeux de mobilisation et de stabilisation des ressources humaines constituent la problématique la plus

fréquemment évoquée par les associations, quelle que soit leur taille. La charge de travail liée au fonctionnement régulier des structures (gestion administrative et financière, gouvernance, recherche de financements, communication, suivi des projets...) repose souvent sur un nombre restreint de membres du bureau ou du conseil d'administration. Les entretiens mettent en évidence une forme de "professionnalisation bénévole" : certaines fonctions requièrent des compétences



Paroles d'associations

Pour ce qui est de prendre les décisions, les formaliser, je suis la seule. [...] A un tel point que quelquefois j'oublie des délais, alors que j'avais préparé le dossier, il était prêt, mais je n'ai pas pu l'envoyer.

- Association PICO (10)

On voudrait plutôt avoir des gens de qualité qui s'engagent, qui participent. Pour l'instant on est vraiment une très belle équipe. [...] Mais ce qui est important, c'est que ce ne soit pas toujours les mêmes qui fassent tout, il faut qu'il y ait un petit peu de relève.

- Association PICO (67)

Nous on accueille vraiment tout le monde, mais il faudrait des gens qui soient vraiment impliqués.

- Association MICRO-MESO (68)



techniques, une disponibilité importante et un investissement régulier qui rapprochent le bénévolat d'un véritable travail, sans pour autant disposer des ressources associées au salariat. Le temps requis par ces tâches constitue un frein important à l'engagement des personnes en activité professionnelle comme en témoignent les PICO et MICRO-MESO suivantes :

L'enjeu central pour les associations est donc moins le recrutement ponctuel de bénévoles que la fidélisation de personnes "autonomes", "impliquées" et capables d'assumer des responsabilités sur le long terme pour l'association. Le manque de ressources humaines limite directement le développement des activités, y compris dans les structures les plus importantes :



Paroles d'associations

C'est un travail à temps plein.
- Association PICO (10)

Je suis le seul retraité, donc je suis le seul qui ait le temps de faire tous les dossiers, d'alimenter le site internet, de faire des choses lourdes comme faire une demande de subvention. J'ai repris la présidence car l'ancien président n'avait pas le temps de tout gérer.

- Association MICRO-MESO (67)

Seule la présidente a été formée à ce jour - ou dispose du temps nécessaire - pour remplir des dossiers en ligne, rédiger des documents détaillés, fournir des bilans , etc .. Du coup l'investissement est important à côté de toutes les autres tâches qui lui incombent.

- Association PICO (68)



Le bureau est incomplet, donc on ne peut pas mener tous les projets qu'on voudrait.

- Association MESO (52)



L'ECSI : UNE ACTIVITÉ PARTICULIÈREMENT DÉPENDANTE DE L'ANCRAGE TERRITORIAL ET DES RESSOURCES HUMAINES DISPONIBLES

Les actions d'ECSI apparaissent particulièrement dépendantes des ressources humaines locales des associations. Contrairement aux projets internationaux, qui peuvent parfois être centralisés autour d'un nombre restreint de responsables ou de partenaires à l'étranger, les actions d'ECSI nécessitent une présence régulière sur le territoire, des capacités d'animation locale et une disponibilité importante pour assurer les interventions, développer des partenariats ou participer à des événements.

Cette problématique est particulièrement marquée pour les antennes d'associations nationales ou les structures actives à l'échelle régionale, dont les bénévoles sont géographiquement dispersés sur un vaste territoire. L'éloignement entre les membres complique la coordination des activités, limite les possibilités d'actions régulières et fragilise la visibilité locale de l'association. Dans les territoires où les bénévoles sont peu nombreux ou éloignés les uns des autres, les associations peinent à développer une dynamique territoriale régulière, malgré leur volonté d'agir localement.

Certaines structures évoquent également des difficultés à trouver des bénévoles capables d'assurer des interventions de sensibilisation :

"ce qu'il me faudrait, ce serait plus des personnes qui voudraient faire des interventions scolaires parce qu'on a de plus en plus d'écoles, de plus en plus d'interventions" – association MICRO-MESO (68)

"C'est difficile de mener une action toute seule [...] si on était un peu plus nombreux, moi j'aurais vraiment plaisir à faire de l'ECSI ici" – association MESO (51)

À l'inverse, l'ECSI peut être un levier de renouvellement bénévole. Les activités locales, plus accessibles que les projets internationaux, peuvent constituer une porte d'entrée dans l'engagement associatif et permettre de mobiliser des profils qui ne se seraient pas investis directement dans des actions de solidarité internationale :

"ils ont étendu leur nombre d'adhérents par rapport aux actions ici, par rapport à l'ECSI [...] ça a attiré un certain nombre de bénévoles qui, pour une part, maintenant, se sont engagés à la fois en France et à l'étranger." – association MESO (51)

LE RENOUVELLEMENT GÉNÉRATIONNEL, UNE QUESTION DE SURVIE POUR LES ASSOCIATIONS



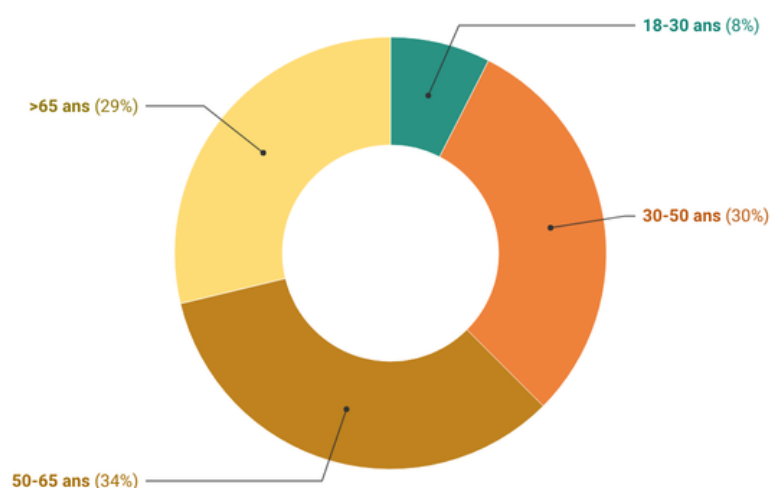
Paroles d'associations

Un autre souci qu'on a, c'est la fatigue avec le travail et l'âge.

- Association NANO (51)



Le recrutement des jeunes constitue l'enjeu de ressources humaines le plus cité par les associations. En effet, 63% des ressources humaines des associations interrogées ont plus de 50 ans.



TRANCHES D'ÂGE LES PLUS REPRÉSENTÉES AU SEIN DES ASI-ECSI

Le vieillissement des bénévoles constitue une fragilité importante pour le secteur : il interroge à la fois la capacité des associations à assurer leur renouvellement générationnel, mais aussi la transmission des responsabilités et des compétences accumulées au fil du temps.

Les associations expriment un besoin de mobiliser des bénévoles plus jeunes, à la fois pour assurer la continuité du fonctionnement associatif et pour faire évoluer les projets en lien avec les enjeux contemporains et les nouveaux modes d'engagement :



Paroles d'associations

Les bénévoles sont quand même vieillissants donc on a peur de les perdre [...] Et avec le fait qu'ils soient aussi vieillissants, ils ne sont plus trop au courant de comment ça peut fonctionner actuellement. Et puis ils ont aussi une certaine vision des choses, qui peut être compliquée pour avancer, il faudrait des jeunes.

- Association MICRO-MESO (68)



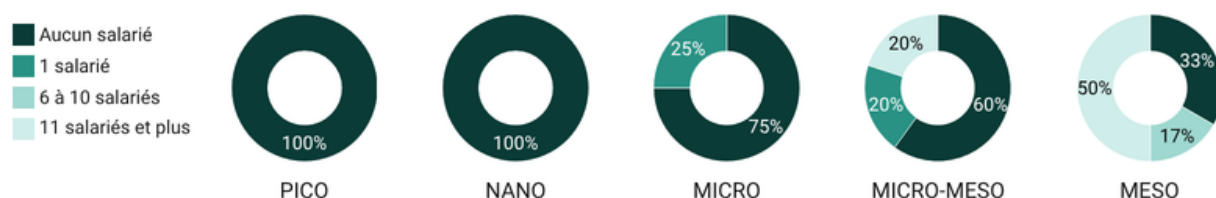
III.2 - Entre injonctions à la professionnalisation et limites des ressources humaines

LE SALARIAT, UNE PERSPECTIVE LOINTAINE DERRIÈRE LES FREINS FINANCIERS

La présence de ressources humaines salariées ne concerne qu'un peu moins de 12% des associations de l'échantillon. La taille du budget joue un rôle déterminant dans le statut employeur ou non de la structure. Le secteur régional de la solidarité internationale demeure ainsi très majoritairement fondé sur le bénévolat, y compris pour des activités nécessitant des compétences techniques ou un suivi administratif important.

Parmi les associations non employeuses, 86% n'ont pas l'ambition de recruter un salarié. Si le manque de ressources financières constitue le principal frein pour les petites structures, le choix de rester une association fonctionnant uniquement grâce au bénévolat relève aussi souvent d'un choix assumé.

NOMBRE MOYEN DE SALARIÉS EN RÉGION EN FONCTION DE LA TAILLE BUDGÉTAIRE



Paroles d'associations

Je suis arrivée à un stade où l'association est reconnue, et je me dis que cette reconnaissance-là, elle a besoin d'être bonifiée, en grandissant par un fonctionnement plus normal, avec la création d'un poste.

- Association PICO (10)

On ne s'est jamais posé la question de besoins de RH supplémentaires, parce qu'on ne peut pas payer une personne. Soit on nous donne, soit on n'a pas les moyens.

- Association NANO (54)



Le recours au salariat peut parfois être perçu comme une remise en question du fonctionnement de base du modèle associatif, fondé sur l'engagement volontaire et désintéressé :

Les entretiens révèlent ainsi une tension croissante entre les valeurs militantes initiales des associations et les exigences de professionnalisation nécessaires à leur pérennisation économique.

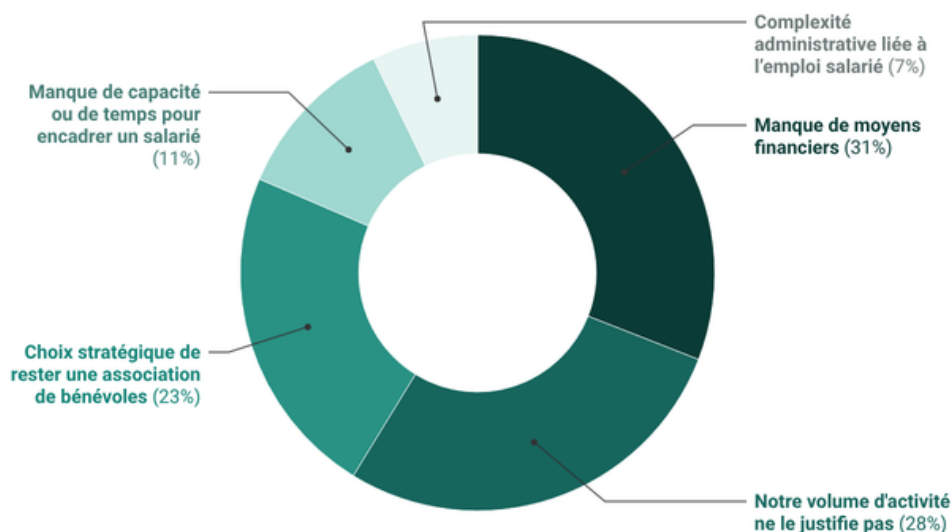


[La charge de travail] est importante, mais tant que ça reste du plaisir, ça passe.
- Association MICRO (67).



Paroles d'associations

FREINS AU RECRUTEMENT POUR LES ASSOCIATIONS NON-EMPLOYEUSES



Malgré les difficultés évoquées liées au manque de ressources humaines, beaucoup d'associations ne développent pas de stratégie formalisée de recrutement. Elles préfèrent souvent adapter la nature et l'ampleur de leurs activités "aux forces vives" disponibles :



Paroles d'associations

On fait pas d'appel à bénévoles. Les gens s'intéressent, ou pas. Il faut que ce soit une démarche de leur part.

- Association MICRO (67)



Les associations recherchent principalement des bénévoles capables d'assumer des responsabilités durables et autonomes, des attentes qui peuvent être en décalage avec les formes de bénévolat plus ponctuelles privilégiées notamment chez les plus jeunes générations. Quoi qu'il en soit, les capacités d'action des associations sont de plus en plus conditionnées par la disponibilité des bénévoles, les activités se construisant désormais en fonction des ressources humaines disponibles plutôt qu'à partir des besoins ou ambitions initiales.

Paroles d'associations



C'est un peu l'oeuf et la poule. Si on était plus nombreux, on aurait plus d'actions. Et si on avait plus d'actions, peut-être qu'on serait plus nombreux.

– Association MESO (51)

On n'a pas forcément de stratégie de recrutement de bénévoles parce qu'on a besoin de gens prêts à s'engager sur le long terme. Souvent, les bénévoles, ils veulent partir tout de suite en mission. Mais les missions, c'est l'aboutissement de plusieurs années de travail.

- Association MESO (52)



LA COMPLEXITÉ ACCRUE DES COMPÉTENCES À MOBILISER

Les associations ont conscience de l'importance croissante prise par les outils de communication et de la nécessité d'être présentes en ligne pour gagner en visibilité, mobiliser des bénévoles et accéder à de nouveaux partenaires ou financeurs. 40% des associations estiment manquer de renommée et de visibilité, quelle que soit leur taille.

Gestion des réseaux sociaux, des sites internet, des newsletters ou des supports de présentation : les outils de communication numérique apparaissent désormais comme des compétences stratégiques pour le développement associatif, mais ils représentent aussi une charge de travail supplémentaire souvent assumée par les mêmes bénévoles déjà fortement mobilisés. De nombreuses structures expriment le désir de se former davantage dans ce domaine.

Paroles d'associations



Je veux qu'on soit présents sur LinkedIn, sur Instagram, Facebook. Pour moi, ce serait intéressant d'avoir des contacts sur LinkedIn parce que ce sont des gens qui ce sont des potentiels financeurs.

- Association MICRO (67)

C'est moi qui m'occupe du site internet, donc je fais beaucoup de choses, et c'est une charge de travail quand même qui vous prend du temps.

- Association MICRO-MESO (67)



LES DISPOSITIFS DE VOLONTARIAT : DES OPPORTUNITÉS ENCORE PEU APPROPRIÉES

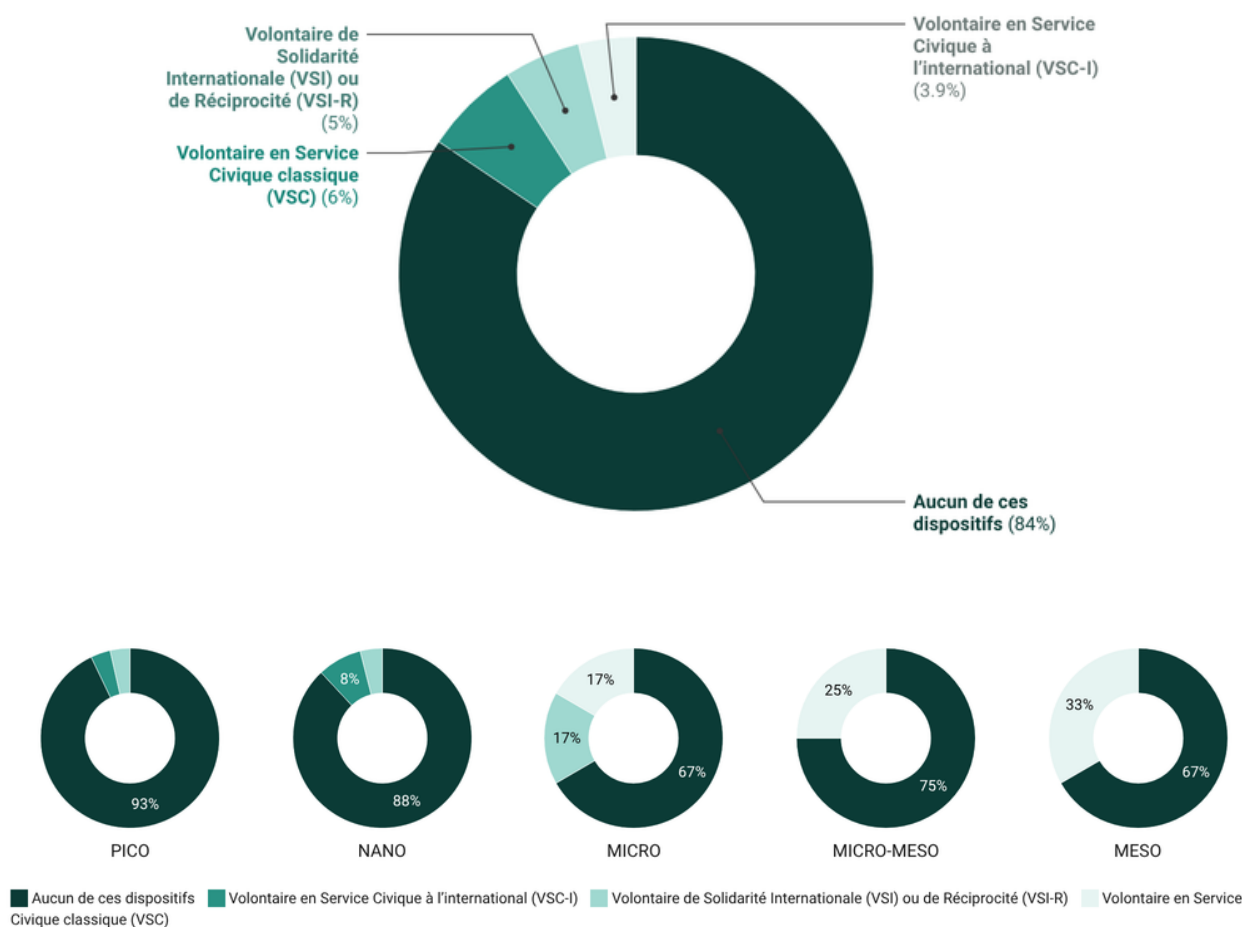
Les dispositifs de volontariat de jeunes (service civique, volontariat de solidarité internationale, volontariat de réciprocité...) restent peu mobilisés par les associations du Grand Est : 84% n'en ont jamais mobilisé aucun. Le recours à ces dispositifs augmente avec la taille et le niveau de structuration des associations, ce qui montre qu'ils nécessitent des capacités organisationnelles et d'encadrement dont les petites structures disposent rarement.

Paroles d'associations

J'aurais besoin peut-être d'un service civique [...] mais il me faut la base financière budgétaire.

– Association PICO (10)

UTILISATION DES DISPOSITIFS DE VOLONTARIAT PAR LES ASI-ECSI



Toutefois, les freins ne sont pas uniquement financiers. 30% des associations considèrent que leur volume d'activité ne justifie pas le recours à ces dispositifs, tandis que 22% déclarent mal les connaître. Les entretiens montrent surtout que beaucoup d'associations peinent à identifier des missions adaptées ou à dégager le temps nécessaire pour accompagner les volontaires. Le volontariat apparaît ainsi moins comme une ressource immédiatement mobilisable que comme une responsabilité supplémentaire à encadrer.

Paroles d'associations

Je n'arrive pas à visualiser comment solliciter ces gens-là et comment les intégrer dans le projet.

- Association PICO (10)

J'avais commencé à regarder les démarches mais j'ai pas eu le temps de m'y mettre.

- Association MICRO-MESO (67)

Il manque les équipements pour les accueillir, il manque de la présence pour les accompagner. Et donc, moi, je souhaiterais vraiment qu'il y ait des services civiques. On est labellisés. Je suis référente de services civiques. Mais où est-ce qu'on les met, nos services civiques ?

- Association MESO (51)

Le faible recours aux dispositifs de volontariat illustre ainsi les limites organisationnelles auxquelles sont confrontées de nombreuses associations : faute de temps, de structuration ou de capacités d'encadrement, les dispositifs existants restent souvent difficiles à approprier malgré les besoins en ressources humaines. Certaines associations sont également réticentes face à la difficulté de définir des missions réellement utiles ou adaptées à leurs projets. Plusieurs structures questionnent l'intérêt d'envoyer des jeunes volontaires à l'international lorsqu'ils ne disposent ni des compétences techniques, ni de la connaissance du terrain ou de la langue nécessaires pour être immédiatement opérationnels :

Paroles d'associations

C'était notre objectif de solliciter des jeunes de Lorraine pour qu'ils se rendent compte de la diversité sur place [...] Mais maintenant on n'ose plus envoyer des jeunes [...] les pratiques locales étaient compliquées à assimiler pour eux.

- Association NANO (54)

Si je pouvais trouver quelqu'un en France qui me décharge de la communication, ce serait parfait [...] Mais pour moi, un service civique [à l'étranger] qui ne parle pas la langue, ça ne sert à rien.

- Association MICRO (67)

EN BREF

RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES



ENJEUX POUR LES ASSOCIATIONS

- Renouveler les équipes bénévoles et mobiliser des profils plus jeunes
- Prévenir l'épuisement et la surcharge des bénévoles les plus actifs
- Sécuriser la gouvernance et préparer la relève associative
- Renforcer les compétences en gestion, financement et communication
- S'informer sur les dispositifs de volontariat, pouvoir y accéder plus facilement et être formé à leur encadrement

IV - Partenariats, mise en réseau et accompagnement, des ressources stratégiques dans un environnement incertain

Les associations de solidarité internationale et d'ECSI du Grand Est s'inscrivent dans des écosystèmes d'acteurs locaux, nationaux et internationaux. Au-delà de leur fonction opérationnelle, les partenariats apparaissent comme des ressources essentielles pour accéder à des informations, aux financements, développer des projets, ou encore gagner en visibilité à l'échelle du territoire. Si la majorité des associations développe des partenariats de proximité, la nature de ces derniers varie selon les activités menées, la taille budgétaire ou encore le degré de structuration des associations.

IV.1 - Des partenariats locaux au service des projets associatifs

UN TISSU ASSOCIATIF BIEN INSÉRÉ LOCALEMENT

Les associations de SI et d'ECSI de l'échantillon sont globalement bien insérées dans des dynamiques partenariales locales : seules 11% déclarent n'avoir aucun partenaire sur le territoire français. Toutes tailles budgétaires confondues, les partenaires les plus fréquemment cités sont ainsi les collectivités territoriales (pour 48% des

répondants), les établissements scolaires et universitaires (46%) et les associations et organisations de la société civile (41%). Les partenariats développés reposent donc largement sur des acteurs de proximité, davantage que sur des relations fortement institutionnalisées. Toutefois, ces résultats doivent être interprétés avec prudence en raison de la



Paroles d'associations

J'ai des gens sur qui je m'appuie localement, beaucoup d'amis, de connaissances qui ont aussi des associations. Donc on essaie de se fédérer, on s'entraide [...], quand je fais une activité, j'ajoute toujours une autre association pour qu'on puisse partager nos expériences.

– Association PICO (10)



TYPOLOGIE DES PARTENARIATS DES ASSOCIATIONS EN FRANCE

Sur 80 associations ayant répondu à la question "Avec quels types de partenaires travaillez-vous sur le territoire français (hors bailleurs de fonds) ?"

Collectivités territoriales

48%

Établissements scolaires ou universitaires

46%

Associations et organisations de la société civile (hors réseaux et collectifs)

41%

Acteurs privés (fondations, entreprises...)

28%

Structures jeunesse et d'éducation populaire (centres sociaux, MJC...)

21%

Acteurs institutionnels étatiques (ministères, opérateurs de l'État, établissements publics nationaux...)

16%

Etablissements culturels

15%

Aucun de ces partenaires

11%

Etablissements de santé, structures médico-sociales

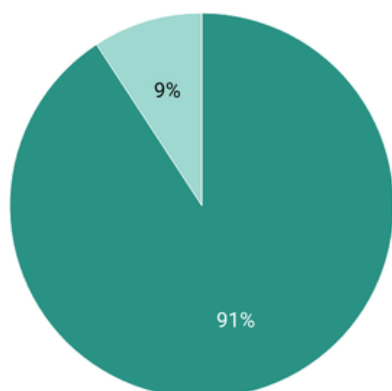
5%

composition de l'échantillon, qui comprend une forte proportion de structures membres de GESCOD. Les associations plus isolées, potentiellement moins informées de la diffusion de l'enquête, pourraient ainsi être sous-représentées.

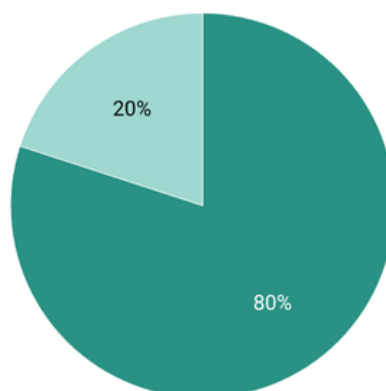
La taille budgétaire ne semble pas constituer à elle seule un facteur déterminant de l'existence de partenariats, car même les structures disposant de faibles moyens développent des coopérations sur le territoire français.

PRÉSENCE DE PARTENAIRES EN FRANCE EN FONCTION DU TYPE D'ACTIONS PORTÉES PAR LES ASSOCIATIONS

■ Présence de partenaires en France ■ Aucun partenaire en France



Actions d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale



Actions de Solidarité internationale

Les PICO associations apparaissent ainsi moins isolées qu'on pourrait le supposer, même si leurs partenariats sont souvent plus informels que ceux des structures plus professionnalisées. Le type d'actions menées joue en revanche un rôle plus prononcé dans les dynamiques partenariales. Les associations investies dans l'ECSI apparaissent plus insérées dans des réseaux partenariaux locaux : 91% d'entre elles disposent de partenaires sur le territoire français, contre 80% pour les associations investies dans la solidarité internationale. Cette différence s'explique par la nature même des actions d'ECSI, qui reposent souvent sur des interventions auprès de publics locaux et nécessitent des coopérations avec des établissements scolaires, collectivités ou structures d'éducation populaire.

Si la taille budgétaire n'a pas d'effet majeur sur l'existence même des partenariats, elle influence leur degré de diversification et d'institutionnalisation. Les MICRO, MICRO-MESO et MESO travaillent plus fréquemment avec des collectivités territoriales, des acteurs étatiques ou des organisations internationales, reflétant leur plus grande capacité de coordination, de gestion administrative et d'inscription dans des dispositifs publics.

Les acteurs privés (fondations, entreprises) restent des partenaires relativement secondaires, quelle que soit la taille des associations. Lorsqu'ils existent, ces partenariats concernent davantage les structures les plus professionnalisées, disposant des capacités nécessaires pour développer des démarches de mécénat ou de partenariat économique.

Les collectivités territoriales occupent une place particulière dans cet écosystème de partenaires. Les entretiens mettent en évidence des relations généralement positives, lorsqu'elles existent, et soulignent la proximité, le dialogue et l'accompagnement apporté par les agents des collectivités.

Au-delà des services spécifiquement dédiés à l'action internationale, plusieurs associations expriment le souhait de renforcer leurs liens avec d'autres politiques publiques locales (jeunesse, événementiel, économie sociale et solidaire...), afin d'accroître leur ancrage territorial et leur visibilité. Si de nombreuses structures indiquent que leurs actions ne s'inscrivent pas directement dans les partenariats de coopération décentralisée portés par les collectivités, certaines y voient néanmoins une opportunité de développement et cherchent progressivement à s'y associer :



Paroles d'associations

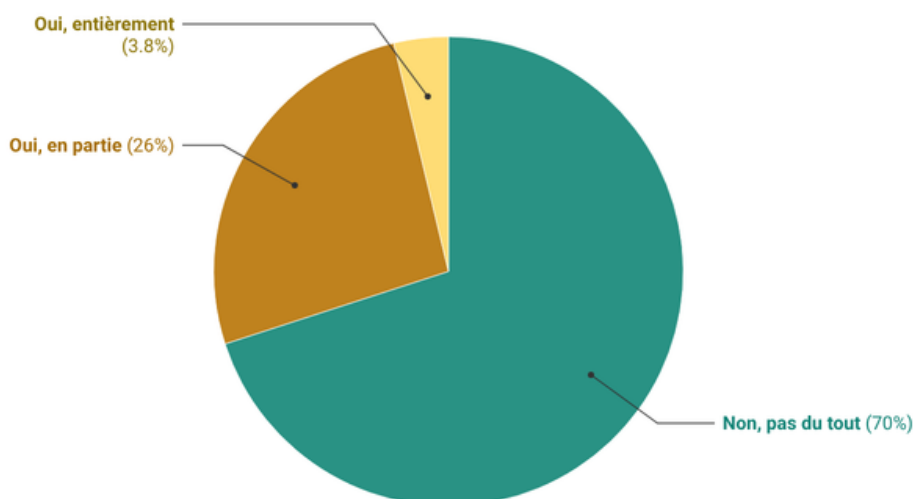
Alors justement, on va essayer de trouver un lien avec la coopération de la ville de Reims. Là, c'est vraiment balbutiant. On est au tout début.

- Association MESO (51)



UNE MAJORITÉ D'ASSOCIATIONS AGIT INDÉPENDAMMENT DES COOPÉRATIONS DÉCENTRALISÉES

Sur 80 associations ayant répondu à la question "Vos activités sont-elles menées en lien avec un jumelage ou une coopération décentralisée d'une collectivité territoriale du Grand Est ?"



LES RÉSEAUX ET COLLECTIFS ASSOCIATIFS : DES ESPACES D'INFORMATION, D'ÉCHANGE ET DE PROFESSIONNALISATION

Près de trois quarts des associations interrogées (73%) sont membres d'un réseau ou d'un collectif. Cette participation est largement perçue comme positive : 59% des associations la jugent plutôt bénéfique et 29% très bénéfique. Les principales raisons évoquées relèvent avant tout de la circulation des ressources : accès à l'information et aux échanges (84%), recherche de partenaires pour agir ensemble (74%), accès à des

financements (59%), ou encore renforcement des capacités (52%). Les collectifs permettent de rester "dans la boucle", d'avoir des "supports", des "nouvelles", notamment pour les associations ne pouvant plus se déplacer à l'étranger.

Plusieurs structures évoquent également la plus-value en matière de crédibilisation et d'accès aux financements :



Paroles d'associations

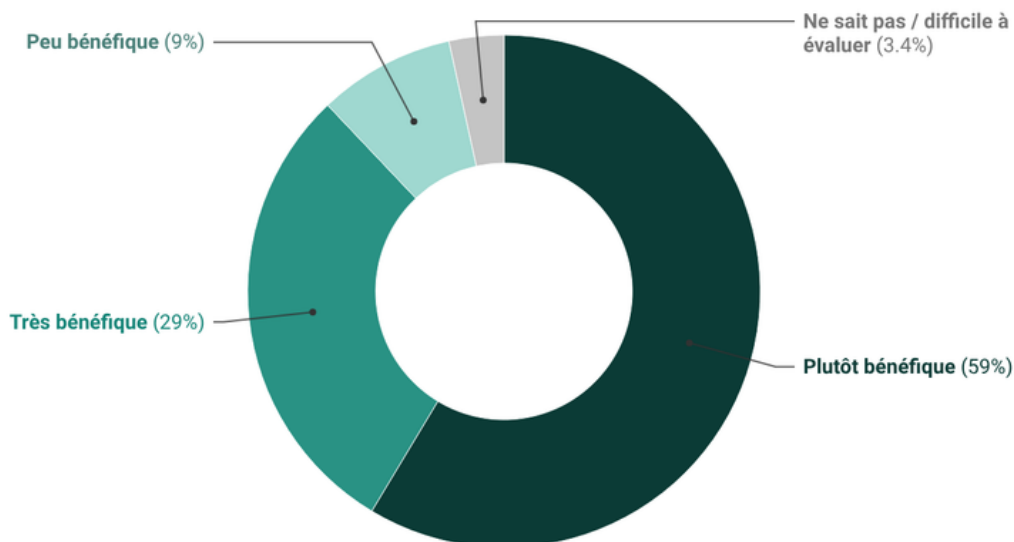
On nous avait conseillé d'être dans un collectif pour déposer les demandes, ça faisait plus sérieux.

– Association MICRO-MESO (67)



DES DYNAMIQUES DE MISE EN RÉSEAU PLUTÔT BÉNÉFIQUES

Sur 58 associations membres de structures collectives ayant répondu à la question "Dans quelle mesure votre participation à ces structures collectives a-t-elle été bénéfique pour votre association ?"



IV.2 - Les partenariats internationaux à l'épreuve des crises

LES RELAIS LOCAUX, PIÈCES MAÎTRESSES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

À l'international, les associations du Grand Est travaillent principalement avec des associations locales et organisations de la société civile, collectivités ou autorités locales et autorités coutumières. Les associations portant des actions de solidarité internationale disposent presque systématiquement de partenaires à l'étranger (94%), contrairement aux

structures investies principalement dans l'ECSI, dont près de la moitié (47%) déclarent ne pas avoir de partenaires internationaux. Ces partenariats constituent en effet souvent une condition essentielle à la mise en œuvre des projets de solidarité internationale. Ils permettent d'identifier les besoins, d'assurer le suivi des actions malgré la distance :

Paroles d'associations



Notre correspondant local est en permanence sur le terrain [...] c'est la poutre maîtresse de notre fonctionnement [...] il connaît bien le milieu, il a les contacts.
- Association MICRO (67)



TPOLOGIE DES PARTENARIATS INTERNATIONAUX DES ASSOCIATIONS

Sur 80 associations ayant répondu à la question "Avec quels types de partenaires travaillez-vous à l'étranger (hors bailleurs de fonds) ?"

Associations et organisations de la société civile

64%

Collectivités territoriales ou autorités locales équivalentes

36%

Représentants d'une autorité coutumière

33%

Acteurs institutionnels étatiques (ministères, opérateurs de l'État, établissements publics nationaux...)

20%

Acteurs privés (fondations, entreprises...)

19%

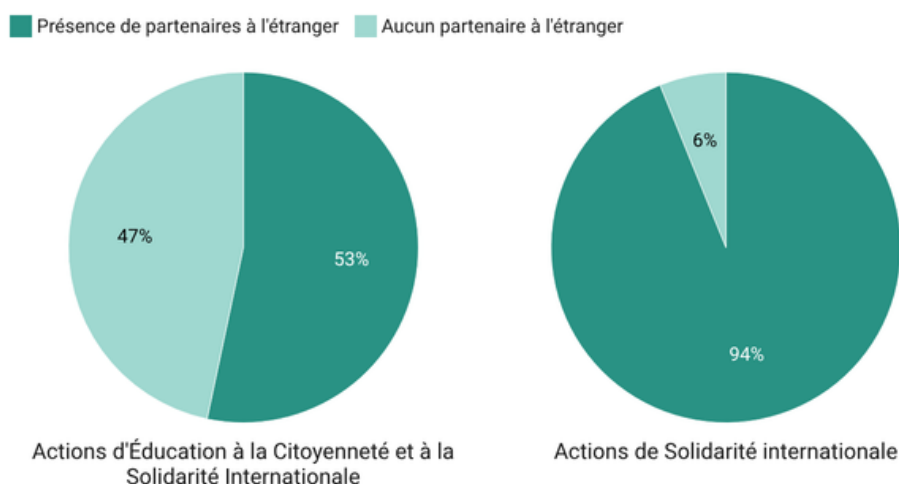
Organisations internationales

15%

Aucun partenaire à l'international

14%

PRÉSENCE DE PARTENAIRES À L'ÉTRANGER EN FONCTION DU TYPE D'ACTIONS PORTÉES PAR LES ASSOCIATIONS



L'INSTABILITÉ DES CONTEXTES D'INTERVENTION : UN DÉFI MAJEUR POUR LA CONTINUITÉ DES PARTENARIATS

Dans plusieurs pays d'intervention des associations du Grand Est, les crises sécuritaires et politiques fragilisent fortement la continuité des projets et les relations de partenariat construites parfois depuis de nombreuses années. Les associations intervenant au Burkina Faso, en Haïti ou dans certaines zones impactées par les crises géopolitiques ou sécuritaires évoquent des difficultés croissantes de déplacement, de communication ou de maintien des activités. En effet au-delà de leur importance opérationnelle, les partenariats jouent aussi un rôle symbolique en permettant de maintenir un lien concret avec les territoires d'intervention, de nourrir la confiance des bénéficiaires et de légitimer l'action des associations auprès de leurs partenaires financiers ou institutionnels.



Paroles d'associations

Ce qui nous avait plu dans le projet, c'est que les gens là-bas sont impliqués et investis. L'énorme problème de ne plus pouvoir aller sur place, c'est que c'est compliqué de garder la motivation.

- Association NANO (51) intervenant en Haïti.



Face à ces difficultés, les associations tentent de réadapter leurs projets sur place et plusieurs ont évoqué le besoin d'échanger avec d'autres associations dans des cas similaires ainsi que d'être accompagnées afin de trouver des moyens de se réinventer :

"Nous questionnons l'avenir de notre association pour l'ouvrir à d'autres territoires" – Association PICO (68).

IV.3 - Le rôle de GESCOD dans l'écosystème régional de la solidarité internationale et de l'ECSI

UN RÉSEAU RÉGIONAL LARGEMENT IDENTIFIÉ ET MOBILISÉ PAR LES ASSOCIATIONS

76% des associations répondantes ont indiqué être adhérentes à GESCOD. L'analyse de la participation déclarée aux activités montre que GESCOD est d'abord identifié comme un espace de ressources et d'accompagnement : les groupes

d'échange, formations collectives et accompagnements individualisés sont les dispositifs les plus mobilisés par les associations répondantes. 93% évaluent les activités auxquelles elles ont participé positivement.

Paroles d'associations



Si on a décroché [le financement pour] le projet qui est en cours, c'est parce que j'ai soumis mon dossier à [GESCOD] qui m'a bien aidé à restructurer certaines phases du dossier. Pour nous c'est très précieux. Ce que je peux vous dire c'est que les newsletters, les appels à projet, c'est fabuleux. GESCOD, pour moi, c'est une mine d'or.

- Association MICRO (67)



PARTICIPATION AUX ACTIVITÉS PROPOSÉES PAR GESCOD

Sur 80 associations ayant répondu à la question "Avez-vous déjà participé à l'une ou plusieurs des activités suivantes organisées par Gescod ?"

Groupes d'échange (groupes pays, groupes thématiques)

39%

Accompagnement personnalisé dans la conception, mise en oeuvre de projets ou dans la rédaction de dossiers de demande de financement

38%

Formations

38%

Campagnes citoyennes (Festival Alimenterre, Festival des solidarités, Marché du monde solidaire...)

33%

Je n'ai jamais participé aux activités proposées par GESCOD

25%

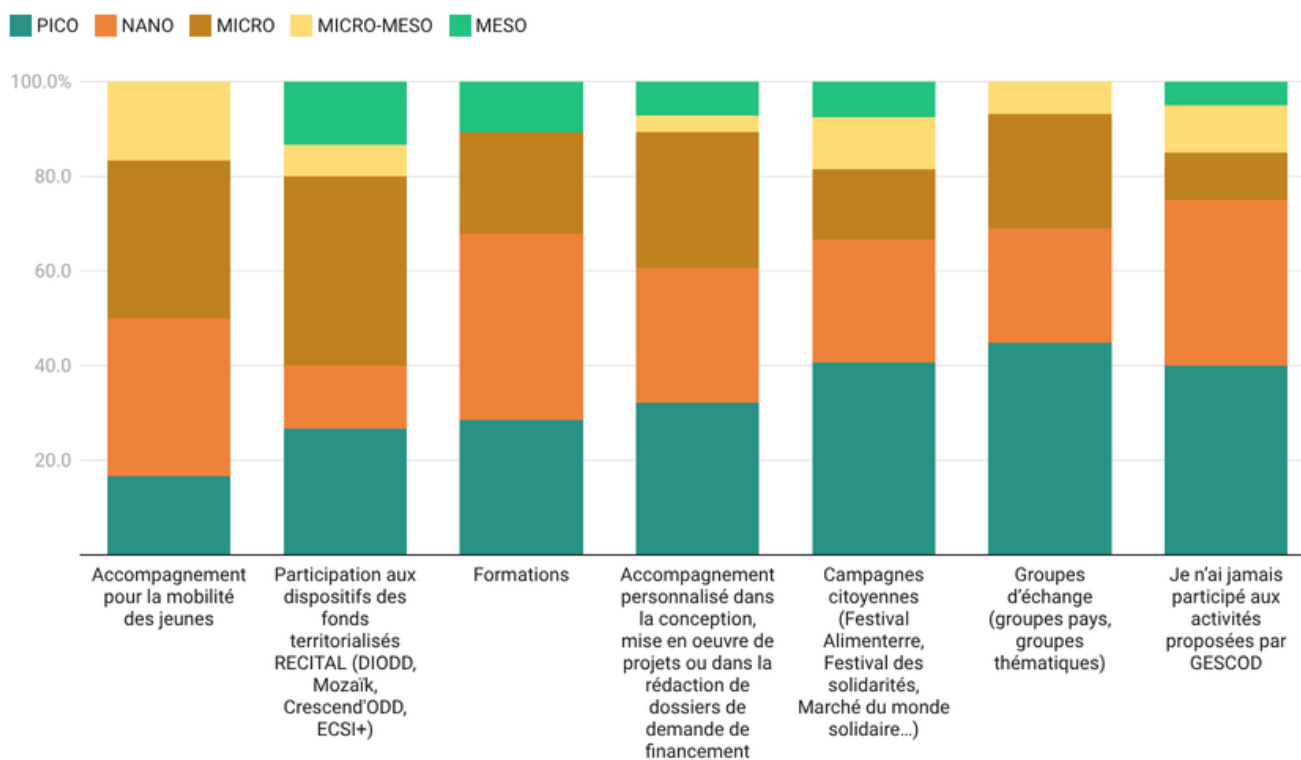
Participation aux dispositifs des fonds territorialisés RECITAL (DIODD, Mozaïk, Crescend'ODD, ECSI+)

21%

Accompagnement pour la mobilité des jeunes

8%

PARTICIPATION DES ASSOCIATIONS AUX ACTIVITÉS PROPOSÉES PAR GESCOD EN FONCTION DE LA TYPOLOGIE BUDGÉTAIRE



Les associations non membres ou n'ayant jamais participé aux activités de GESCOD évoquent principalement un déficit d'information sur les modalités d'adhésion, les missions et services proposés.

Les freins à la participation ne relèvent donc pas nécessairement d'un rejet de l'offre mais parfois d'une méconnaissance de celle-ci.

FREINS À LA PARTICIPATION AUX ACTIVITÉS PROPOSÉES PAR GESCOD

Lecture : 50% des associations n'ayant jamais participé aux activités de Gescod disent ne pas ou peu connaître les activités proposées.

Nous ne connaissons pas ou peu les activités proposées

50%

Nous manquons de temps ou de moyens pour y participer

25%

Elles ne correspondent pas à nos besoins ou à nos thématiques

20%

Nous rencontrons des difficultés d'accès aux activités (éloignement géographique, format inadapté)

15%

FREINS À L'ADHÉSION POUR LES ASSOCIATIONS NON MEMBRES DE GESCOD

Lecture : 56% des associations non membres de Gescod disent n'avoir jamais été sollicitées ou informées sur les modalités d'adhésion.

L'association n'a jamais été sollicitée ou informée sur les modalités d'adhésion, les missions et les services de GESCOD

56%

L'association est déjà accompagnée par d'autres acteurs

17%

L'intérêt et la plus-value à l'adhésion ne sont pas clairs

11%

Manque de temps ou de ressources humaines pour s'y consacrer

11%

L'association ne remplit pas les critères d'adhésion

6%

ATTENTES PRIORITAIRES DES ASSOCIATIONS CONCERNANT L'ACCOMPAGNEMENT DE GESCOD

Sur 80 associations ayant répondu à la question "Quelles sont vos attentes prioritaires concernant l'accompagnement de Gescod ?"

Faciliter les partenariats et la mise en réseau des acteurs

70%

Amener des financements aux acteurs de la région

53%

Accompagner les membres de manière individualisée, notamment dans le montage de projets

50%

Animer le réseau des membres, informer et communiquer

43%

Renforcer les capacités des membres (formations, rencontres, groupes de travail)

40%

Représenter et défendre les membres, porter un plaidoyer au niveau local

35%

Être opérateur de projets dans lesquels les membres peuvent participer

24%

Être aux côtés des membres dans les situations difficiles (crises sanitaires...)

18%

CONSOLIDER L'ACCOMPAGNEMENT À LA PROFESSIONNALISATION ET AU MONTAGE DE PROJETS

Les associations soulignent la qualité de l'accompagnement proposé, qu'il soit collectif ou individualisé, ainsi que la disponibilité des équipes. Les formations sont donc à poursuivre et approfondir, afin de permettre la montée en compétences sur des sujets clés pour les ASI-ECSI (cycle de projet, recherche de financements, communication, animation d'actions d'ECSI...).

La recherche et la diversification des financements pourraient faire l'objet de formations plus spécialisées, notamment sur les financements privés, le financement participatif, les outils de vente en ligne ou encore la fidélisation des donateurs et des clientèles solidaires.

Face à la complexification de l'environnement dans lequel elles évoluent, les ASI-ECSI expriment de nouveaux besoins de formation dans le domaine de la gestion associative : responsabilités des dirigeants, RGPD, gouvernance, gestion et implication des bénévoles... :

On se rend compte que c'est pas anodin d'être président d'une association. Il y a l'aspect juridique, on n'est pas toujours bien renseigné là-dessus, donc on peut faire des erreurs involontaires.

– Association PICO (67)

Si certains de ces sujets peuvent être intégrés aux formations de GESCOD, son rôle consiste également à orienter les associations vers les acteurs compétents du territoire (Le Mouvement associatif, France Bénévolat, Maisons des associations...). Il en va de même pour la question de la communication qui fait l'objet de demandes de réorientation vers des acteurs proposant un accompagnement dans ce domaine :

Paroles d'associations

On a toujours un déficit de visibilité [...] Est-ce que GESCOD peut nous conseiller sur des organismes de communication qui sont capables d'aider ?

– Association MICRO (67)

FACILITER L'ACCÈS AUX RESSOURCES, AUX FINANCEMENTS ET À L'INFORMATION

Dans un contexte marqué par la raréfaction des financements, les associations attendent également de GESCOD qu'il poursuive et renforce son rôle de centre de ressources régional. Les besoins exprimés concernent aussi bien l'identification d'opportunités de financement (recensement des appels à projets privés ou publics) que l'accès à l'information sur les événements locaux (calendrier régional des marchés solidaires, festivals, manifestations...).

On a besoin d'une mise en contact avec les réseaux, que vous nous donniez ce réseau qu'on ne connaît pas, la connaissance des sources de financement.

- Association NANO (54)

Le maintien des dispositifs de fonds territorialisés (Crescend'ODD, Mozaik...) apparaît également comme une attente forte, notamment pour les acteurs de l'ECSI. Une association MICRO-MESO souligne ainsi que les financements obtenus via GESCOD contribuent directement à la pérennité de ses interventions scolaires :

C'est aussi pour ça qu'on peut continuer à les faire, parce qu'en soi c'est quand même pas mal de frais.

- Association MICRO-MESO (68)

Plusieurs autres pistes visent à rendre les parcours de financement plus lisibles : poursuivre les forums ou webinaires dédiés aux financements réunissant collectivités, fondations et entreprises, renforcer la coordination entre bailleurs et réseaux afin d'améliorer la diffusion des opportunités, et développer des supports méthodologiques dédiés (guides, fiches pratiques, webinaires de décryptage des appels à projets...).

Enfin, un effort de valorisation et de diffusion des ressources déjà proposées par GESCOD (guides, newsletters, outils méthodologiques, information sur les dispositifs de volontariat...) permettrait d'en faciliter l'appropriation par les associations.

RENFORCER LES DYNAMIQUES DE RÉSEAU ET OUVRIR L'ÉCOSYSTÈME À DE NOUVEAUX PARTENAIRES

La mise en réseau constitue l'attente la plus fréquemment exprimée par les associations dans le cadre de l'enquête. Les acteurs souhaitent développer davantage les espaces d'échange de pratiques, de mutualisation d'expériences et de partage d'informations, que ce soit à travers les groupes thématiques, groupes-pays ou des rencontres entre

structures confrontées à des problématiques similaires ; les associations intervenant dans des contextes de crise sont particulièrement vulnérables et demandeuses d'espaces d'échange pour identifier des solutions à des difficultés concrètes rencontrées sur le terrain.

Paroles d'associations

C'est une bouteille à la mer, s'il était possible d'échanger avec d'autres assos qui ont des témoignages de ce genre, avec un spécialiste qui pourrait apporter des notions utiles...
- Association NANO (51)

Ces dynamiques pourraient être complétées par des dispositifs favorisant la mutualisation entre associations : parrainage entre structures expérimentées et émergentes, ateliers de relecture de dossiers avant dépôt, communautés de pratiques (CODEV), boîtes à outils mutualisées ou encore mutualisation de moyens logistiques (stands, matériel, transport lors d'événements solidaires).

Plusieurs répondants évoquent également la possibilité de développer davantage les échanges interrégionaux, notamment à l'échelle de la CIRMA, ainsi que d'associer plus étroitement les partenaires du Sud aux temps de formation.

Enfin, les associations attendent de GESCOD qu'il poursuive son rôle d'intermédiaire entre les acteurs de la solidarité internationale et d'autres écosystèmes régionaux. Les collectivités territoriales, les entreprises, les acteurs de l'économie sociale et solidaire ou encore d'autres réseaux associatifs sont régulièrement cités comme des partenaires avec lesquels les liens pourraient être renforcés.

Il y a tout un pan de GESCOD qu'on pourrait mieux connaître [...], qui est la dynamique avec les collectivités territoriales, mais aussi les entreprises. Et je pense que là, il y aurait sûrement des choses à faire.
- Association MESO (51)

Cela suppose de mieux valoriser les impacts territoriaux des projets de solidarité internationale et d'ECSI, via une communication ciblée par exemple, mais aussi de favoriser l'intégration des associations dans les dynamiques territoriales existantes (ESS, transition écologique, jeunesse, citoyenneté...), notamment en encourageant des appels à projets plus transversaux et des passerelles avec ces différents réseaux.

CONCLUSION

Cette première étude AMSASI-ECSI met en évidence la diversité du paysage associatif de solidarité internationale et d'ECSI du Grand Est. Derrière des structures aux caractéristiques variables, majoritairement de petite taille et reposant principalement sur l'engagement bénévole, les associations interviennent dans une grande diversité de domaines et de territoires, tout en développant des modèles socioéconomiques hybrides.

Les équilibres sur lesquels reposent ces associations apparaissent de plus en plus fragiles : la raréfaction des financements publics, le difficile renouvellement bénévole, la professionnalisation croissante des exigences administratives ou encore les crises géopolitiques et sécuritaires affectant plusieurs pays d'intervention viennent complexifier l'action des ASI-ECSI. Cependant, cette étude met également en évidence leur capacité de résilience. Les associations diversifient leurs ressources, développent de nouveaux partenariats, adaptent leurs pratiques et cherchent à consolider leurs compétences afin de maintenir au possible leurs activités.

Les besoins exprimés font apparaître plusieurs pistes d'action. Au-delà du maintien des soutiens financiers, les associations soulignent l'importance de poursuivre l'accompagnement à la professionnalisation, de faciliter l'accès aux ressources et à l'information, de renforcer les dynamiques de mise en réseau et de développer les passerelles avec les collectivités territoriales, les entreprises et les autres acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Ainsi, malgré les limites inhérentes à l'échantillon, ce premier état des lieux apporte des éléments de compréhension utiles sur les modèles socioéconomiques des ASI-ECSI du Grand Est. Il a vocation à alimenter les réflexions des différents partenaires régionaux, afin d'adapter les dispositifs d'accompagnement aux besoins exprimés par les acteurs et, plus largement, de contribuer au renforcement d'un tissu associatif engagé et essentiel à la dynamique régionale de solidarité internationale.

ANNEXES

Annexe 1 - Liste des structures enquêtées

A.SI.A (Amis de Sister Amali)	CAPTOGO
ACCIR	Cercle D Amitié Franco Marocain
ADEP France	Cercle des compagnons volontaires
Adiflor	Citoyens et Solidaires
ADV Laos	Comité de Coopération Décentralisée
AFDI	de Fraize (CCD)
AFRANE	Comité des Vosges du Mouvement de
Africalor	la Paix
Agir Ensemble	CorpsArtCord
AGIRabcd Délégation Territoriale Alsace	CUMMARCHIA-VOLUBILIS
AGUI	Djulé djulé
ALDA Association européenne pour la	Dromadaire Blanc
démocratie locale	Electriciens sans frontières - Délégation
ALEAUGEMEAU Solidarité	Régionale Lorraine Champagne
Alehsam	Ardenne
Alsace-Congo pour le développement	Enfants Espoir du Monde (EEDM)
agricole et rural (ACDAR)	Entraide Solidarité Alsace Maroc
AMITEL	Espoir en Terre d'Afrique
APPEL	F.L.E.U.R.S pour le Liban
Artisans du Monde Langres	Fédération départementale des Foyers
Artisans du Monde Saverne	Ruraux
ASMEC (Association pour la Santé de la	Gamia
Mère et l'Enfant de Campo (Cameroun)	Graine de Partage
Association Alsace Horizon	GREF Charpic
Centrafrique	Humani'Care Strasbourg
Association AMATRAMI	Initiative pour l'ethnologie
Association des Togolais de Nancy	ISSILABA
ASSOCIATION POUR LE	L'Homme et l'Environnement
DEVELOPPEMENT DE LOANGA (ADL)	La Case en Falafa
Association pour le Développement du	Les Compagnons du Grain du Rire
Village de Yaongo ADVY	Les enfants du Cap-Vert
Au cœur de Nos Rêves	Les Orphelins de Pondichéry
BA	Ligne Verte, Terre de Paix
Bokk Waref	Macha'k Wayra - Synergie Bolivie

MAHIES
Mazava vent et soleil de madagascar
Mil'Ecole
Movement France
NEICA
No Na Mé
NOVISI
Omwana
Partage et Solidarité
Peri Naua
Positif08
Savoir Ivoire

SEMAAC
Solèy Leve - Solidarité avec Haïti
Solidarité Pissila
Terre des Hommes France AL68
Terre O Vent
Tutaonana
Un Puits pour Dora
Union des tchadiens en Alsace
Ville et Amicale des sapeurs pompiers
de Hochfelden
Vivre au Village Burkina Faso
WAKAMOUN - Projets solidaires

Annexe 2 - Réseaux et collectifs cités par les associations répondantes

RÉSEAUX DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE	THÉMATIQUES OU SECTORIELS	DIASPORAS ET ORGANISATIONS ISSUES DES MIGRATIONS	"ÉDUCTIONS À" (ECSI, COMMERCE ÉQUITABLE, DÉVELOPPEMENT DURABLE...)
GESCOD	pS-Eau	Fédération des Associations Capverdiennes de France	Ligue de l'Enseignement
YCID	CICLE	Collectif Haïti de France	Collectifs FESTISOL
HUMANIS	AMORCE	CAPCOS - Coordination d'Appui aux Projets de Solidarité internationale pour le Congo Brazzaville	COLECOSOL
RESIMMM	UICN	CAAAN - Coordination d'acteurs et d'associations africaines de Nancy	Fédération Artisans du Monde
OMCI	ANEPF - Association Nationale des Étudiants en Pharmacie		
CAPTOGO			
InterActions Laos			

APPUI À LA VIE ASSOCIATIVE OU À L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	PROMOTION DE L'INTERCULTURALITÉ ET DÉFENSE DES DROITS
Maison des Associations	Mouvement de la Paix
HelloAsso	Collectif féministe Aubeois
Florain	Collectif Aubeois pour la paix
UNAFO - Union professionnelle du logement accompagné	Réseau Anna Lindh
France Bénévolat	Fédération des Associations de Solidarité de Tous les Immigrés
AFGES - Association fédérative générale des étudiants de Strasbourg	La Voix de l'Enfant
Workaway	Tôt ou t'art
Soliguide	
CNFR - Confédération Nationale des Foyers Ruraux	

Annexe 3 - Bibliographie

Boubeker A., Galloro P. (2008) 'Histoire des immigrations en Lorraine' dans *Hommes et Migrations*, n°1273, Mai-juin 2008. Histoires des immigrations. Panorama régional. pp. 74-94. Disponible en ligne sur : <https://doi.org/10.3406/homig.2008.4733>

Bourgogne-Franche-Comté International (2025) Les Associations de Solidarité Internationale en Bourgogne-Franche-Comté. Disponible sur : <https://bfc-international.org/page-detail-publication/?id=b5118e69-17d5-1e59-176a-682b2e474a8e> [en ligne].

Centraider (2023) Analyse des Modèles Socio Économiques des Associations de Solidarité Internationale en Région Centre-Val de Loire. Disponible sur : <https://www.centraider.org/wp-content/uploads/sites/3/2023/02/Etude-amsasi-CVL-Rapport-final.pdf> [en ligne].

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (2025) Portrait de territoires du Grand Est et de ses départements - Édition 2025. Disponible sur : <https://grand-est.dreets.gouv.fr/Portrait-de-territoires-du-Grand-Est-et-de-ses-departements-Edition-2025> [en ligne].

Frey, Y. (2008) 'Les Alsaciens venus d'ailleurs', dans *Hommes et Migrations*, n°1273, Mai-juin 2008. Histoires des immigrations. Panorama régional, pp. 52-73. Disponible en ligne sur : https://www.persee.fr/doc/homig_1142-852x_2008_num_1273_1_4732

Gras, J. (2009) 'Chapitre 8 - Champagne-Ardenne' Dans J. Boyer, L. Carroué, J. Gras, A. Le Fur et S. Montagné-Villette *La France : Les 26 régions* (p. 99-110). Armand Colin. Disponible sur : <https://doi-org.iepnomade-2.grenet.fr/10.3917/arco.boyer.2009.01.0099>.

Laurent, M. (2019) Les facteurs territoriaux de l'implantation de l'économie sociale et solidaire. Étude de cas sur trois départements en Région Grand Est, Mémoire universitaire, ESCD3A - École Supérieure de Commerce et de Développement. Disponible en ligne sur : https://www.cjdes.org/wp-content/uploads/sites/2/ninja-forms/7/M%C3%A9moire-M.Laurent_Facteurs-territoriaux-de-IESS.pdf.

Organisation de coopération et de développement économiques (2025), 'Réductions de l'aide publique au développement : Projections de l'OCDE pour 2025 et à court terme', Les notes de synthèse de l'OCDE, no. 26, Éditions OCDE, Paris. Disponible en ligne sur : https://www.oecd.org/fr/publications/reductions-de-l-aide-publique-au-developpement_811056e3-fr/full-report.html



Recherches & Solidarités (2025) Associations en région : Repères et chiffres clés 2025. Grand Est. Disponible sur : https://recherches-solidarites.org/dans-les-regions/#Grand_Est [en ligne].

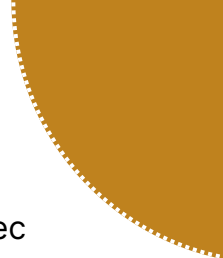
Resacoop (2025) Synthèse de l'Analyse des Modèles Socio-économiques des Associations de Solidarité Internationale de la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Disponible sur : <https://www.resacoop.org/actualite/publication-analyse-sur-levolution-des-modeles-socio-economiques-des-associations-de-solidarite-internationale-en-auvergne-rhone-alpes/> [en ligne].

So Coopération (2021) Analyse des Modèles Socio Économiques des Associations de Solidarité Internationale en Nouvelle-Aquitaine. Disponible sur : <https://www.socooperation.org/actualite/etude-sur-les-modeles-socio-economiques-des-associations-de-solidarite-internationale-en-nouvelle-aquitaine-2021/> [en ligne].

Territoires Solidaires (2024) Analyse des Modèles Socio-économiques des Associations de Solidarité Internationale en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Disponible sur : <https://www.territoires-solidaires.com/actualite/subventions-benevoles-competences-decouvrez-les-resultats-de-notre-etude-sur-les-associations-de-solidarite-internationale/> [en ligne].

Annexe 4 - Liste des tableaux et graphiques

1. Typologie des études AMSASI - Région Grand Est p. 6
2. Répartition géographique des associations de SI-ECSI du Grand Est - p. 7
3. Répartition régionale des associations de SI-ECSI de la base de données de Gescod - p. 8
4. Un tissu associatif majoritairement local et fondé sur des logiques de proximité - p. 9
5. Ancienneté des associations répondantes - p. 10
6. Types d'actions portées par les associations répondantes - p. 11
7. Place relative des associations de solidarité internationale (SI) et d'ECSI dans les activités des associations - p. 11
8. Domaines d'intervention des associations répondantes - p. 12
9. Objectifs de Développement Durable (ODD) les plus investis par les associations du répertoire en ligne - p. 13
10. Localisation des actions des associations répondantes - p. 14
11. Nombre d'associations du répertoire intervenant dans un pays éligible à l'aide publique au développement - p. 15
12. Les dix principaux pays d'intervention des associations de SI-ECSI du Grand Est - p. 15
13. Profil des associations portant des actions d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale - p. 16
14. Les dix ODD les plus investis par les associations en Champagne-Ardenne - p. 19
15. Caractéristiques des ASI-ECSI champardennaises : Typologie budgétaire - p. 20
16. Caractéristiques des ASI-ECSI champardennaises : Sources de financement - p. 20
17. Caractéristiques des ASI-ECSI champardennaises : Solidité du modèle économique et évolution de la situation globale - p. 20
18. Les dix ODD les plus investis par les associations en Lorraine - p. 22
19. Caractéristiques des ASI-ECSI lorraines : Typologie budgétaire - p. 23
20. Caractéristiques des ASI-ECSI lorraines : Sources de financement - p. 23
21. Caractéristiques des ASI-ECSI lorraines : Solidité du modèle économique et évolution de la situation globale - p. 23
22. Les dix ODD les plus investis par les associations en Alsace - p. 25
23. Caractéristiques des ASI-ECSI alsaciennes : Typologie budgétaire - p. 26
24. Caractéristiques des ASI-ECSI alsaciennes : Sources de financement - p. 26
25. Caractéristiques des ASI-ECSI alsaciennes : Solidité du modèle économique et évolution de la situation globale - p. 26
26. Répartition géographique de la typologie budgétaire des associations - p. 27
27. Répartition moyenne des sources de financement des associations selon leur localisation géographique - p. 27
28. Évolution de la situation globale sur les cinq dernières années en fonction de la localisation géographique - p. 28
29. Appréciation de la solidité du modèle économique en fonction de la localisation géographique des associations - p. 28

- 
30. Typologie budgétaire des associations répondantes - p. 30
 31. Part d'associations de chaque typologie dans le Grand Est en comparaison avec d'autres régions - p. 30
 32. Ancienneté des associations de l'échantillon en fonction de leur taille budgétaire - p. 31
 33. Évolution de la situation globale sur les cinq dernières années en fonction de la typologie budgétaire - p. 32
 34. Perspectives d'évolution des activités en fonction de la typologie budgétaire - p. 33
 35. Répartition moyenne des sources de financement des associations selon leur typologie - p. 34
 36. Évolution des montants alloués aux ASI-ECSI de la région Grand Est entre 2024 et 2025 - p. 40
 37. Pays d'intervention les plus financés entre 2022 et 2025 en région Grand Est - p. 42
 38. Domaines d'intervention les plus financés entre 2022 et 2025 en région Grand Est - p. 43
 39. Modalités d'attribution des financements aux ASI-ECSI - p. 44
 40. Taux de recours aux dispositifs de financement selon la typologie budgétaire des associations - p. 46
 41. Difficultés freinant le développement des financements des associations du Grand Est - p. 47
 42. Nombre moyen de bénévoles en fonction de la typologie budgétaire - p. 49
 43. Nombre moyen de bénévoles réguliers en fonction de la typologie budgétaire - p. 50
 44. Tranches d'âge les plus représentées au sein des ASI-ECSI - p. 53
 45. Nombre moyen de salariés en fonction de la typologie budgétaire - p. 54
 46. Freins au recrutement pour les associations non-employeuses - p. 55
 47. Utilisation des dispositifs de volontariat par les associations - p. 58
 48. Typologie des partenariats des associations en France - p. 62
 49. Présence de partenaires en France en fonction du type d'actions portées par les associations - p. 62
 50. Une majorité d'associations agissent indépendamment des coopérations décentralisées - p. 64
 51. Des dynamiques de mise en réseau plutôt bénéfiques - p. 65
 52. Typologie des partenariats internationaux des associations - p. 66
 53. Présence de partenaires à l'étranger en fonction du type d'actions portées par les associations - p. 67
 54. Participation aux activités proposées par GESCOD - p. 68
 55. Participation des associations aux activités de GESCOD en fonction de la typologie budgétaire - p. 69
 56. Freins à la participation aux activités proposées par GESCOD - p. 70
 57. Freins à l'adhésion pour les associations non membres de GESCOD - p. 70
 58. Attentes prioritaires des associations concernant l'accompagnement de GESCOD - p. 70

Rédaction et coordination :
Julia Garcia, Gabriel Bajjaji,
Adèle Lassalas, Gaëlle Le
Barbu.

Conception graphique et mise
en page : Mahaitia
Rakotomalala

Étude réalisée avec le soutien
de la Région Grand Est, La
Guilde, la Conférence
interrégionale des réseaux
régionaux multi-acteurs, le
Ministère de l'Europe et des
Affaires Etrangères et de
l'Agence Française de
Développement.

GESCOD remercie l'ensemble
des structures partenaires et
enquêtées pour leur
participation à cette étude et
leur disponibilité.

Les graphiques présentés
dans ce rapport ont été
réalisés sur [Datawrapper](https://www.datawrapper.de/).



Siège Strasbourg

17 rue de Boston
67000 Strasbourg
[+33 3 88 45 59 89](tel:+33388455989)
gescod@gescod.org

Antenne Chalons en Champagne

30 Chaussée du Port
51000 Châlons-en-Champagne
[+33 3 26 21 44 66](tel:+33326214466)
chalons-en-champagne@gescod.org

Antenne Nancy

48 esplanade Jacques-Baudot
54000 Nancy Cedex
[+33 3 83 94 58 63](tel:+33383945863)
nancy@gescod.org

Site internet : www.gescod.org

